M 6189 - 1067 - 8,00 F
3796189008001 10670

ISSN 0024-7650

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 1 067 - 12 novembre 1988 - prix : 8 F

LES CAISSES SONT PLEINES

c'est les patrons eux-mêmes qui le disent

LES TRAVAILLEURS VIDENT LEUR SAC

«Les caisses sont pleines»...

C'EST LES PATRONS EUX-MÊMES QUI LE DISENT !

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

Depuis quelques semaines, ce sont les représentants des patrons eux-mêmes qui multiplient les avertissements au gouvernement et lui conseillent d'une façon plus ou moins voilée d'assouplir un peu la politique de blocage des salaires. Guillen, président de la «Commission sociale» du CNPF le confiait au journal La Croix la semaine dernière. Périgot lui-même, le président du CNPF, le répétait le dimanche 6 novembre sur les antennes d'Europe 1.

Rocard n'a décidément pas de chance en ce moment. Non seulement le référendum qu'il a imaginé à propos de la Nouvelle-Calédonie, a fait un bide complet, indiquant que les électeurs ont compris soit que ce référendum n'était qu'une petite opération politicienne qui n'avait rien à voir avec le sort des Calédoniens, soit, au pire, qu'il ne pourrait servir qu'à flouer les opprimés de là-bas, essentiellement les Canaques.

Mais voilà de plus, les patrons pour lesquels il se met en quatre, qui lui font un pied de nez et le traitent presque de crétin.

Et ce n'est pas tout. Après les patrons, c'est le propre patron de Rocard, Mitterrand, qui à son tour lui a fait la leçon, en lui répétant le message du CNPF que le président de la République a bien reçu : mon petit Rocard, a dit Mitterrand en substance mardi dernier, puisqu'on vous dit que «le mouvement économique va dans le bon sens», vous devez répondre avec «patience et en planifiant» aux revendications sociales des salariés, qui sont fondées «sur une protestation légitime». Lâchez un peu de lest (un tout petit peu seulement bien sûr) sur les salaires...

Rocard a obtempéré, et dans la nuit de mardi à mercredi, son ministre de la Fonction publique, Michel Durafour, a proposé aux syndicats quelques miettes pour les fonctionnaires : des choses comme 40 F net par mois à partir du 1er octobre, et 20 F à partir de février ! Juste de quoi sans doute mettre définitivement en colère les travailleurs des services publics !

Oh, bien sûr, tout comme Mitterrand, ce sont de fieffés hypocrites, ces gens du CNPF. Parce que si Rocard, depuis quelques mois au gouvernement, s'accroche tellement pour maintenir la politique menée avant lui par Chirac, puis avant encore par Fabius et Mauroy (tous autant qu'ils furent sous la présidence du même Mitterrand), c'est bien qu'il est tout comme ses prédécesseurs au garde-à-vous devant les intérêts des bourgeois. Si le gouvernement s'est arc-bouté depuis des années, et de plus en plus fort, au fur et à mesure que croissait le mécontentement des travailleurs et que les salaires prenaient du retard, si Chirac n'a pas cédé aux quatre semaines de grève des cheminots il y a deux ans, si Rocard lui-même n'a pas cédé aux deux mois de grève de la SNECMA ce printemps, c'est qu'ils avaient l'ordre de ne laisser passer aucun exemple qui aurait pu inspirer les autres catégories de travailleurs.

Aujourd'hui, l'esprit vient aux patrons et par ricochet à Mitterrand. Oh, pas par miracle ! C'est l'agitation sociale, comme ils disent, qui s'est développée en cette rentrée qui les a fortement aidés. D'abord la grève des infirmières, bien sûr, mais aussi tous les autres mouvements, comme celui dans les PTT en ce moment même, ou dans bien d'autres entreprises du public mais aussi du privé.

Car la presse, la radio et la télé en parlent moins, mais dans bien des endroits, en banlieue parisienne comme en province, ce sont aussi les travailleurs du privé, souvent ceux qui sont les plus mal payés, dans des entreprises de quelques centaines d'ouvriers, qui ont pris le coup de colère, et se sont mis en grève pendant une semaine, parfois deux, trois ou plus, pour des augmentations de salaires. Ça a été le cas, et ce ne sont que quelques exemples, aux usines Findus à Beauvais, à la Bourgogne Electronique à Dijon, à une autre filiale de Thomson, la CIAPEM, à Lyon... Comme c'est le cas cette semaine dans une usine comme les Fonderies de Saint-Satur, dans le Cher et comme sans doute dans bien d'autres entreprises ici ou là dans le pays.

Alors les représentants des patrons s'inquiètent. Ils commencent à se demander si le blocage général des salaires qui était censé empêcher la montée d'une revendication générale ne va pas au contraire finir par susciter un mouvement général de grève face auquel le front patrons-gouvernement ne pèserait plus lourd. Du coup, les hommes du CNPF découvrent publiquement ce que tout le monde savait bien : que les affaires marchent à fond pour les capitalistes, patrons boursicoteurs et financiers de tout poil. «Les caisses sont pleines» a osé dire Périgot, en reprochant au gouvernement... de ne pas vouloir le reconnaître.

Certes le CNPF ne conseille pas de profiter de cela pour octroyer une augmentation générale des salaires. Il conseille de céder, mais peu, et surtout au mérite, à la tête du client. La vieille manière des patrons pour diviser les travailleurs et, en faisant mine de donner plus à quelques-uns, donner ainsi beaucoup moins à tout le monde.

La grève des roulants SNCF d'il y a deux ans a justement démarré contre l'introduction d'un nouveau système de promotion au mérite. Et il y a quelques semaines, la grève d'un atelier de Renault au Mans a presque paralysé toute la Régie parce que les ouvriers ne toléraient pas la distribution d'une prime à la tête du client. Il faudra d'autres réactions de ce genre pour faire comprendre aux patrons que les travailleurs ont un autre sens de la justice et de la dignité.

En tout cas, «les caisses sont pleines». C'est le chef du patronat qui nous le dit. Alors, c'est bien le moment. Puisque les patrons eux-mêmes renoncent au faux prétexte agité depuis des années pour imposer le blocage des salaires, c'est vraiment que celui-ci n'a plus aucune justification.

Et Rocard est un menteur quand il prétend qu'il ne peut pas lâcher de véritables augmentations de salaires, sous prétexte qu'il ne pourrait les donner qu'en «monnaie de singe», c'est-à-dire par l'inflation. L'argent, il est dans les caisses patronales. Le président du CNPF l'a dit. Ce n'est pas la peine que Rocard le fabrique, il suffit de le prendre là où il est.

Oui, c'est le moment. Une augmentation générale des salaires est non seulement due. Elle est tout-à-fait possible.

Compris, Monsieur Périgot... même si pour vous l'arracher, à vous et à vos copains du CNPF et du gouvernement, il nous faudra vous faire sentir la menace et la pression d'une grève d'ensemble de la classe ouvrière.

TOUS ENSEMBLE LES UNS AIR SYNDICAL CONNU ... APRÈS LES AUTRES

Le 8 novembre a représenté un *«temps fort»* de l'action des confédérations syndicales. Pour la CGT en particulier, qui appelait non seulement dans le secteur public et nationalisé à une journée d'actions *«de formes diverses»*, mais également à une journée chez Renault (traduite en fait généralement par des appels à débrayer deux heures dans les différentes usines du groupe).

Annoncée avant le 8 novembre, la CGT lance un appel pour les ouvriers de PSA (Peugeot-Citroën), à une «journée de lutte» le 10 novembre, deux jours après Renault. La CGT organise également *«une semaine de lutte, d'actions revendicatives et de débats avec arrêts de travail»* du 14 au 19 novembre, avec *«un temps fort»* le mardi 15 novembre, dans la métallurgie. Et à cette date-là, elle appelle d'ailleurs à une *«grande journée»*, *«tous ensemble»*, secteur public et nationalisé, demandant aux autres syndicats de s'y associer. Ce que ceux-ci ne s'empressent pas de faire. FO, dans la mesure où elle ne se satisfera pas des propositions gouvernementales dans la Fonction publique, n'envisageait de proposer une journée de grèves et de manifestations que pour le 29 novembre.

A la SNCF, les syndicats ont également déposé des préavis de grève en ordre dispersé. CGT et CFDT commencent le dimanche 13 à 20 heures, et finissent, pour la CGT le jeudi 17 à 8 heures, pour la CFDT le lundi 21 à 8 heures. Le préavis de FO va de lundi 14 à 20 heures au mardi 15 à 20 heures.

Comme on peut le constater, ce n'est pas encore demain qu'il va falloir compter sur les syndicats pour unifier les luttes des travailleurs et préparer un véritable *«tous ensemble»*, une offensive qui permette à la classe ouvrière de peser de toute sa force et de toute sa cohésion. Les appareils syndicaux se satisfont au contraire de la dispersion et de la succession des mouvements. A côté de minorités décidées, nombre de travailleurs restent encore dans l'expectative ou se contentent de débrayer de temps à autre. C'est aussi ce qui permet à bon compte aux centrales syndicales d'organiser des actions répétitives et sans perspective, qui ont bien plus de chances de déboucher sur un épuisement de la combativité que sur un développement vers un affrontement victorieux avec le patronat et le gouvernement. Les syndicats jouent ainsi à un jeu qui leur est habituel : du moment que cela leur permet de s'asseoir à la table de négociations et de discuter sur quelques miettes, cela leur suffit bien comme ça.

Si les travailleurs, eux, n'y retrouvent pas leur compte, il ne leur reste qu'à prendre eux-mêmes en main la préparation et l'organisation d'une véritable offensive, sans se laisser bercer de l'illusion que les syndicats – même lorsqu'ils interviennent, comme dans nombre de secteurs, en se cachant derrière des *«coordinations»* – veuillent vraiment faire autre chose que des mouvements limités, tournants ou catégoriels.

L.G.

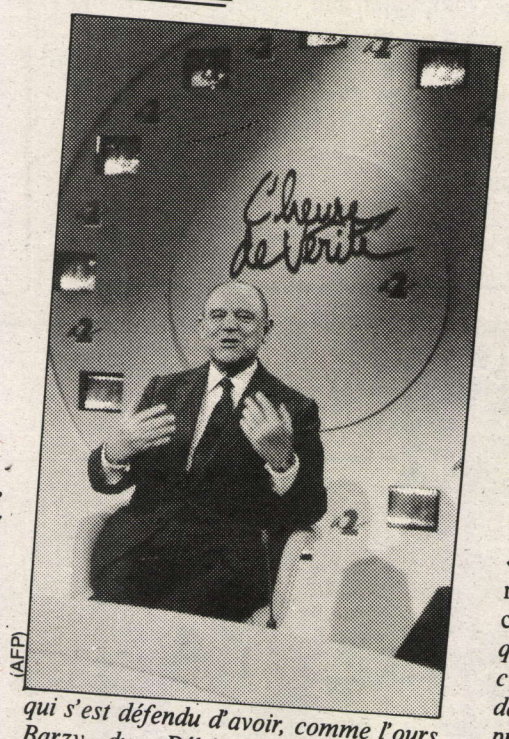
FLEXIBILITÉ, PRÉCARITÉ, LA COUPE EST PLEINE

Pour le ministre du Travail Jean-Pierre Soisson, en matière de flexibilité, *«l'essentiel est fait, nous n'irons pas plus loin»*. Et de préciser que, durant les six dernières années, un million d'emplois classiques ont disparu, tandis que se créaient un million d'emplois *«de formes nouvelles»*, c'est-à-dire précaires et moins payés.

L'étendue des dégâts est en effet considérable. Mais il faut bien des ministres pour essayer de faire croire aux travailleurs qu'on n'ira pas plus loin. Quant à ce que feront les patrons, ça dépend plus de la crainte que sauront leur inspirer les travailleurs, que de ce que dit le gouvernement.

Barre sur Antenne 2

ET MOI, ET MOI



Raymond Barre était l'invité de «l'Heure de Vérité» à Antenne 2, lundi 7 novembre. Celui qui, lorsqu'il était Premier ministre, vilipendait «les porteurs de pancartes» *(les travailleurs qui revendiquaient) et qui avait rêvé de bloquer les salaires sans avoir osé le faire vraiment, veut aujourd'hui, comme il l'a redit, se situer non pas dans une* «opposition butée et bornée», *mais dans* «une opposition intelligente», *faisant preuve de* «vigilance constructive», *vis-à-vis de Rocard et de Mitterrand.*

Il a répété qu'il ne fallait pas «revenir à l'indexation des salaires sur les prix» *et a proclamé :* «Quand je vois le ministre de l'Economie et des Finances gouverner la France, je ne peux pas être plus royaliste que le roi». *Barre, qui s'est défendu d'avoir, comme l'ours Barzy du* «Bébête Show», *jamais chanté* L'Internationale, *n'a pas servi que du miel à Mitterrand et Rocard. Ou alors il n'aurait plus qu'à disparaître. Il a déclaré – suivez mon regard :* «Il manque à la France et aux Français un discours sur l'ambition nationale». *Nul doute que, si on voulait bien lui faire signe, il ne refuserait pas de faire ce discours aux Français.*

L'ennui pour Barre, c'est que la gauche a pour le moment pourvu la place de Premier ministre et de président de la République – et avec des gens qui se cramponnent. L'alternative à droite, jusque-là, poussait Chirac sur le devant de la scène, et pas lui. Barre reste un homme sans parti et sans appareil électoral, même si dans le studio de l'Heure de Vérité *il a réussi tout à la fois à réunir, pour venir le soutenir, 3 ministres centristes de l'actuel gouvernement (Durafour, Soisson, Stoléru), 3 centristes du CDS (Méhaignerie, Barrot, Stasi) et trois vedettes du Parti Républicain – celui de Léotard – (D'Aubert, Millon, Clément).*

Barre a dit vouloir constituer pour les «Européennes» *une force* «capable de modifier le paysage politique français, capable de choisir ses alliances». *Ce qu'il ne dit pas explicitement, bien sûr, c'est qu'il souhaiterait une force capable de lui servir de marchepied pour ses propres ambitions politiciennes : devenir un jour soit Premier ministre – de Mitterrand, pourquoi pas – ou même président de la République, successeur de Mitterrand.*

Barre a-t-il des chances de débaucher assez de politiciens de droite pour le soutenir dans ses ambitions ? C'est une autre histoire. Mais en participant à «l'Heure de Vérité», il aura au moins tenté de ne pas se faire oublier et de refaire parler de lui.

L.G.

On ne se laisse plus faire

SÉCURITÉ SOCIALE
CRAMIF (Paris)

ON DISCUTE, ON SE RÉUNIT, ON MANIFESTE, ON SE PRÉPARE...

Mardi 8 novembre, toute la Sécurité sociale était en grève. Nous étions près de 200 de la CRAMIF (la Caisse Régionale d'Assurance Maladie de l'Ile-de-France) à défiler à la grande manifestation de la Sécurité sociale.

Cette manifestation, appelée par les fédérations syndicales pour une fois d'accord au moins sur le jour, a regroupé entre 10 000 et 20 000 manifestants, ce qui est beaucoup. Des délégations sont venues d'un peu partout, en particulier de Marseille et de Montpellier, où les Caisses de Sécurité sociale sont en grève depuis plusieurs semaines. Pour notre part, à la CRAMIF, la grande majorité d'entre nous se sont regroupés derrière notre propre banderole : *«Le personnel de la CRAMIF dans l'unité»*. Parmi les mots d'ordre criés, ou qu'on pouvait lire sur nos pancartes, les revendications sur nos salaires figuraient en bonne place : *«1 000 F pour tous, 6 300 F minimum»*, *«On veut de vrais salaires, pas des indemnités journalières»*...

En fait, ça fait déjà plusieurs semaines qu'il y a une petite agitation à la CRAMIF. Plusieurs réunions regroupant de 30 à 160 personnes ont déjà eu lieu, et pas toujours à l'initiative des syndicats. Jeudi dernier, par exemple, ce sont quatre collègues de Marseille, en grève, qui avec l'aide de militants de FO ont provoqué une réunion où 80 personnes sont venues. La réunion a tellement plu qu'on a eu envie d'en faire une autre avec encore plus de monde. Plusieurs groupes ont tourné dans les services, avec les Marseillais, pour discuter revendications, salaires, compressions d'effectifs, moyens de se défendre, et une assemblée générale a été convoquée pour le vendredi. Et, nous nous sommes retrouvés à 160 ! C'est là que nous avons décidé de participer à la grève du 8 novembre, et à la manifestation syndicale.

Incontestablement, il y a comme un vent revendicatif : mercredi 9, le lendemain de la journée de grève et de manifestation, tout un service de 200 personnes – l'Invalidité – est venu s'expliquer directement avec le directeur général. Beaucoup craignent que la direction, à l'occasion de ce qu'elle appelle la «départementalisation», en profite pour réduire les effectifs. (La «départementalisation», c'est la prise en charge par les Caisses primaires d'une partie du travail effectué par la Caisse régionale à Flandres).

Du coup, beaucoup d'entre nous discutent, se posent des questions, viennent aux nouvelles dès qu'il se passe quelque chose d'inhabituel, surtout quand c'est autre chose que les traditionnelles journées d'actions syndicales : quand on fait le compte, les syndicats en ont organisé 4 en 3 semaines ! On commence à entendre, quand même, parler de proposer quelque chose de sérieux. Une vraie grève par exemple, que chacun pourra reconnaître comme la sienne.

Correspondant LO

BOURGOGNE-ELECTRONIQUE
(Dijon)

LES TRAVAILLEURS RESTENT MOBILISÉS

La grève à la B.E. de Dijon (filiale de Thomson) avait été suspendue le vendredi 28 octobre. A la dernière assemblée générale de la grève, le Comité de grève avait proposé d'appeler tous les travailleurs, grévistes et non-grévistes, à venir à la réunion d'information, le mercredi 2 novembre, jour de la reprise.

A cette réunion d'information, tenue habituellement tous les mois par les syndicats, un membre du Comité de grève a dressé le bilan de cette grève devant tous les travailleurs. Son intervention, très écoutée, fut longuement applaudie par l'assemblée.

Il annonçait que la direction proposait au Comité de grève l'ouverture de «discussions» sur les revendications des grévistes lors d'une réunion qui se tiendra le vendredi 4 novembre. Personne ne s'attendait à ce que la direction propose quoi que ce soit mais 80 personnes de l'équipe du matin se prononçaient quand même pour un débrayage au moment de la réunion et désignaient une liste de 8 membres du Comité de grève et de grévistes qui seraient présents avec les délégués syndicaux lors de cette réunion.

Vendredi matin, 4 novembre donc, 70 travailleurs de l'équipe du matin débrayaient. La direction refusait de discuter dans ces conditions, suspendait la réunion, et en proposait une autre lundi matin à 7 h 30.

L'annonce de la levée de la réunion fut accueillie par des rires et des applaudissements.

Le soir-même, les travailleurs du PLR (un des deux ateliers d'où était partie la grève) apprenaient qu'un des leurs, un jeune CDD (Contrat à Durée Déterminée) était convoqué par le chef d'atelier qui lui faisait signer la fin de son contrat.

Mardi, ce sont 19 travailleurs qui investissaient son bureau, l'accusant de porter atteinte au droit de grève.

Mercredi, le chef d'atelier convoquait tout le PLR (92 personnes), les chefs et ingénieurs, les bureaux, labos et les ouvriers. Là, il commence à faire le bilan de la grève à sa façon, expliquant que l'atelier a perdu une commande au profit d'un concurrent à cause de la grève, et qu'il y a des travailleurs qui ne travaillent pas assez, qu'il ne prolongera pas les contrats des CDD *«qui ne font rien»* !

Un membre de l'ex-Comité de grève intervint alors contre cette atteinte au droit de grève et dit au chef d'atelier qu'il n'a pas à licencier alors qu'il veut que le travail soit fait. A ce moment, les travailleurs interviennent bruyamment pour exprimer leur colère au chef d'atelier : c'est le chahut, tout le monde fait du bruit, tape du pied, pour empêcher le chef d'atelier de continuer. Quelqu'un coupe son micro... La réunion est levée par une dernière intervention dans laquelle un autre membre de l'ex-Comité de grève rappelle que les revendications sont toujours à l'ordre du jour. Il est vivement applaudi, y compris par bon nombre de chefs qui, pendant la grève, ont exprimé leur sympathie à l'égard des grévistes. Tout le monde s'en va, chefs et ingénieurs compris, laissant le chef d'atelier à ses réflexions. La grève est suspendue mais rien n'est comme avant à la B.E. Même les chefs ont du mal à donner raison à la direction. Et le moral des ouvrières et des ouvriers est au beau fixe.

Correspondant LO

CENTRES DE FORMATION PROFESSIONNELLE POUR ADULTES

La manifestation du samedi 5 novembre 1988. (Photo LO)

LES STAGIAIRES

Lors de sa réunion du samedi 29 octobre, la coordination nationale des comités de défense des stagiaires des CFPA (centres de formation professionnelle pour adultes) avait appelé à une manifestation nationale le samedi 5 novembre.

Les deux semaines séparant ces deux dates ont été mises à profit par les comités de défense pour contacter de nouveaux centres et les entraîner, et aussi pour organiser leur départ pour la manifestation : des pétitions-souscription ont circulé parmi l'ensemble des stagiaires et le personnel des CFPA pour financer le transport des manifestants en bus. Certains ont même réussi à obtenir une subvention du Comité d'Entreprise de leur CFPA. Le jour dit, c'est à 350, venant de 26 centres de FPA qu'ils se sont retrouvés sur le parvis de la gare Montparnasse pour exprimer leur mécontentement. Le cortège des 400 à 500 manifestants était dynamique, et les slogans allaient bon train : *«Salaires de misère, stagiaires en colère»*, *«Baisse des rémunérations, non, SMIC au minimum, oui»*, ainsi que les chansons comme : *«Il était un petit salaire qui n'avait jamais augmenté»*.

Sur le parcours, les manifestants distribuaient un tract à la population expliquant les raisons de leur mouvement. L'accueil était sympathique. Arrivés devant le ministère du Travail, une délégation de quinze stagiaires, composée de membres du bureau de la coordination nationale et de représentants de nouveaux centres, a été reçue par le directeur-

WILLIAM-SAURIN
(Lagny-sur-Marne - 77)

UNE SEMAINE DE GRÈVE QUI A ÉTÉ PAYANTE

Le jeudi 3 novembre, nous nous sommes mis en grève. C'est la CGT qui a appelé l'équipe du matin à la grève, à la suite de négociations avec la direction qui ne nous proposait qu'une rallonge de 1 % en plus du 0,5 % prévu, et une prime unique de 700 F. Le PDG aurait précisé à cette occasion qu'il préfèrerait démissionner plutôt qu'augmenter les salaires ! L'équipe d'après-midi est entrée également dans la grève dès son arrivée.

Aussitôt l'usine s'est arrêtée : 90 % des travailleurs de la production étaient en grève sur l'usine où travaillent environ 800 personnes en comptant les bureaux. Plus une boîte de choucroute ni de cassoulet ne sortait des ateliers !

Il faut dire que l'ambiance pour la grève montait depuis la semaine précédente où nous avions déjà fait un débrayage. De plus, on parlait entre nous de la grève récente à l'usine toute proche Rowntree Mackintosh, où les travailleurs avaient obtenu 500 F.

Le lendemain et les trois premiers jours de la semaine suivante, la grève a été reconduite dans chaque équipe (la majorité des ouvriers travaillent en 2 × 8). Il y avait une assemblée le matin et une autre l'après-midi, les syndicats faisant la liaison entre les deux équipes.

Les revendications mises en avant par la CGT, 1200 F d'augmentation mensuelle et le 14e mois, avaient plus de succès que la revendication en pourcentage de 6 % proposée par FO, avec une prime de 2 000 F. Finalement dans les assemblées, les travailleurs ont fini par faire passer ce qu'ils voulaient vraiment réclamer : 500 F mensuels et 2 000 F qui devraient être le début d'un 14e mois, et ils ont mis d'accord les deux syndicats là-dessus.

Dans la cafétéria où les grévistes se rassemblaient, les discussions étaient animées. Nous savons tous bien que le n° 1 de la conserve en France réalise de copieux bénéfices et a les moyens de nous augmenter. Nous en avions assez du blocage des salaires qui règne ici comme ailleurs. Chacun avait le sentiment que le patron pouvait céder.

Le vendredi 4, le PDG a annulé la réunion de négociation prévue en disant qu'il ne négocierait pas pendant la grève. Cela n'a pas empêché que non seulement la grève continue, mais que de plus l'occupation de l'entrepôt William-Saurin de Torcy, où la direction stocke les conserves en attente de livraison, soit décidée par les grévistes.

La direction a fixé une autre négociation pour le lundi, qu'elle a quittée, cette fois parce que les grévistes bloquaient un camion de viande, et elle a refusé de reprendre la négociation une fois le camion parti.

Espérant saper le moral des grévistes, le directeur de l'usine convoqua des réunions soi-disant d'information, auxquelles aucun gréviste n'a participé, malgré son insistance. Cela pour expliquer, chiffres et graphiques à l'appui, que William-Saurin ne pouvait pas payer, que le conflit pourrait durer très très longtemps, et que la direction ne changerait pas de position.

Entretemps, beaucoup de travailleurs parlaient d'occuper l'usine, un peu en se souvenant de la grève de 1976 où cela s'était fait. En fait, derrière cette discussion, il y avait que les grévistes sentaient bien que pour faire céder le PDG il fallait faire plus, exercer une pression encore plus forte. Mais ce n'était pas facile à réaliser.

Finalement, le mercredi 9, le PDG, après avoir fait un tour à l'assemblée des grévistes, a repris les négociations avec les syndicats. Après des heures de marchandage mesquin de la part de la direction, il en est ressorti 250 F d'augmentation à partir du 1er novembre, une prime de 700 F, une augmentation de 100 F en mars et une autre de 100 F en juillet.

La majorité des travailleurs, tout en estimant que cela ne faisait pas le compte, a été d'avis de s'en tenir là pour le moment. Ils ont voté la reprise. Ils ont le sentiment d'avoir fait reculer le PDG, d'avoir gagné au moins en partie. En tout cas, personne parmi les grévistes ne regrette d'avoir participé à ce mouvement, et certains attendent la réalisation de la promesse de démission du PDG !

Correspondant LO

BOURGES

GRÈVE AUX FONDERIES DE SAINT-SATUR

Les fonderies et aciéries de Saint-Satur qui comptent trois cents ouvriers, dont une cinquantaine d'intérimaires, sont en grève depuis lundi 7 novembre.

Nous revendiquons 700 F pour tous sur le salaire de base. Nous exigeons que le rendement soit intégralement payé chaque mois, et non pas que toute une partie du rendement ne soit payée que tous les six mois comme la direction l'a prévu. Nous exigeons la suppression des vingt minutes de travail supplémentaire, gratuit, chaque jour, non payé, qui ont été imposées il y a deux ans. Dans cette fonderie, le travail est dur, avec le bruit, la chaleur, les cadences, et des salaires qui tournent autour de 5000 F. La direction fait sans arrêt du chantage à la fermeture pour augmenter les horaires, augmenter les cadences, et bloquer les salaires. Cette même direction se vante auprès des actionnaires qu'à l'usine, il n'y a jamais de grève. Eh bien, cette fois, elle ne pourra plus se vanter. La colère a éclaté la semaine dernière, à l'arrivée de la paie, paie dont le mode de calcul avait été modifié il y a deux mois. Beaucoup parlaient de grève, mais de grève préparée discrètement pour que la direction ou les chefs ne fassent pas pression sur les moins résolus comme cela a été le cas à plusieurs reprises. Et c'est le bouche-à-oreille qui a fonctionné. Lundi, les trois équipes du Moulage et de l'Usinage qui doivent se retrouver sont là, et c'est à une cinquantaine que nous faisons le tour des ateliers pour tenir une assemblée générale. Nous sommes cent. La grève est alors votée, un Comité de grève de onze membres élu, quatre délégués CGT et sept travailleurs non délégués. Une fois les revendications adoptées, il est décidé de bloquer les portes et peu de monde reste au travail. Mardi, l'assemblée du matin se renforce, même si dans la nuit des chefs ont téléphoné à plusieurs ouvriers pour dire que la grève était finie. Leur litanie, c'est de répéter partout que *«l'usine va couler»*, *«que des commandes se perdent»*. La direction, elle, prétend vouloir négocier. Mais elle a simplement fait faire l'aller-retour au Comité de grève tout au long du mardi, puis du mercredi sans rien céder. Elle n'a rien à négocier. Rien de sérieux, et la grève continue avec une forte présence de tous les grévistes au piquet. Une pancarte accrochée sur les grilles dit : *«Ici la SASS Fonderies et Aciéries de Saint-Satur ne fond pas que l'alu mais aussi nos salaires. Mais nous,nous avons décidé qu'ils avaient assez fondu comme cela»*.

Correspondant LO

MANIFESTENT A PARIS

adjoint du cabinet du ministre. Comme on pouvait s'y attendre, aucune réponse ne fut apportée aux revendications des stagiaires ; sur chacun des points, les représentants du ministère se déclaraient impuissants. La délégation est ressortie et a appelé tous ceux qui le souhaitaient à assister à la réunion de la coordination nationale qui devait se tenir dans la foulée. A cette réunion, tenue en assemblée générale, ont assisté environ cent-vingt stagiaires provenant de 26 centres.

L'assemblée, après avoir constaté qu'il n'*«était rien sorti de l'entrevue au ministère»*, a constaté avec satisfaction que, bien que le nombre des manifestants n'ait pas été très élevé, tout le monde était content d'avoir manifesté, et que cette manifestation marquait les débuts du mouvement à l'échelle nationale. Par ailleurs, douze nouveaux centres étaient venus à la manifestation, ce qui signifiait que le mouvement se développait. La coordination nationale a décidé d'étendre encore le mouvement aux autres centres, en les appelant à faire des assemblées générales, à élire leur comité de défense et à envoyer leurs délégués à la coordination nationale. Elle a également décidé de mettre en place des coordinations régionales pour structurer et développer le mouvement. Il a aussi été discuté de s'adresser aux travailleurs à la porte des entreprises. Le principe d'un tract pour s'adresser aux travailleurs a été adopté. En s'adressant aux travailleurs, les stagiaires cherchent à les alerter parce que la baisse de la rémunération est à l'image de la dégradation du niveau de vie que connaissent tous les travailleurs du privé, comme du public.

Correspondant LO

Coordination nationale des stagiaires AFPA du samedi 5 novembre 1988.

CLAL (Noisy-le-Sec)

15 JOURS DE GRÈVE QUI LAISSERONT DES TRACES

La grève au CLAL, à l'usine d'Affinage (des métaux précieux), s'est interrompue le 7 novembre. Démarrée le 20 octobre, à la quasi-totalité des ouvriers, elle a paralysé une bonne partie de la production pendant ces 15 jours. Les grévistes revendiquaient une augmentation de 1 000 F pour tous, une prime d'insalubrité et le paiement des heures de grève. La direction n'a lâché qu'une augmentation de 129 F par mois pour la prime d'insalubrité.

C'est donc après 15 jours de grève, après avoir tenté de manière continue d'étendre notre mouvement, que nous avons suspendu la grève, dans l'attente des négociations sur les salaires qui doivent commencer le 10 novembre au niveau du siège.

La grève était très majoritaire sur l'usine d'Affinage, où travaillent 160 personnes. Mais il était difficile de faire reculer la direction, si la grève restait isolée, alors que juste à côté se trouve l'usine de métallurgie, avec 380 personnes, sans compter les autres usines en France.

La politique du Comité de grève fut d'essayer d'étendre la grève à la Métallurgie. A plusieurs reprises, les grévistes se sont retrouvés devant la Métallurgie à essayer d'expliquer que le problème des salaires nous est commun à tous, à essayer de les entraîner avec nous dans la lutte. Cette pression a abouti à ce que, le jeudi 27, un débrayage soit organisé à la Métallurgie. A 15 heures, une bonne partie du personnel arrêtait le travail. Mais là, le responsable CGT faisait tout pour empêcher que les grévistes des deux usines se retrouvent.

La semaine suivante, après le week-end de la Toussaint, le Comité de grève et les grévistes revenaient aux portes de la Métallurgie avec un tract, appelant à se serrer les coudes. Mais le climat était retombé, et tout le monde est rentré travailler malgré les nombreuses marques de sympathie.

Le lendemain, nouvelle tentative pour retourner au siège parisien. Là, la direction générale invite les grévistes à négocier à Noisy. Et c'est à Noisy que vendredi après-midi les dernières négociations aboutirent à 129 F de plus par mois pour la prime d'insalubrité. Mais vendredi déjà, la majorité des grévistes ne croyaient plus aux possibilités de faire reculer plus la direction. La grève avait bien eu des échos même sur des usines de province : des débrayages avaient eu lieu à Bornel (Oise), à Villeurbanne. Mais même ces nouvelles n'étaient pas suffisantes. Aussi, lundi l'assemblée générale décida-t-elle de suspendre la grève sur les salaires, mais décida aussi, avant de reprendre le travail, d'aller distribuer le tract du Comité qui faisait le bilan du mouvement à la Métallurgie et insistait sur la nécessité de se retrouver tous ensemble dans les luttes à venir, car la manière dont a été mené le mouvement a permis à tous de rester unis. Chacun a vu que la grève était son affaire, dirigée démocratiquement par les AG et le Comité de grève.

Cette volonté a même été prise en compte par les responsables de la mairie de Noisy qui, après quelques tentatives du début, se sont conduits correctement en se pliant aux décisions des grévistes, sans tenter de les faire changer, et en continuant à assurer l'aide matérielle : repas et cars mis à leur disposition.

Et cela s'est manifesté aussi quand tout le monde a repris le travail, en manifestant tous ensemble pour rentrer dans les ateliers où tout le monde a travaillé avec, affichées sur les bleus, les revendications non satisfaites.

Correspondant LO

Société Française de Munitions (Issy-les-Moulineaux)

La même chose pour tous !

A la SFM, comme dans bien d'autres usines, les quelque 350 ouvriers sont mécontents de leurs salaires. Il y a quinze jours, les ouvriers de l'atelier de la Mécanique ont débrayé une heure pour réclamer des augmentations de salaire. La direction a répondu qu'elle ne pouvait rien donner pour le moment. Mais, sentant le vent tourner, elle a préféré prendre les devants tout en essayant de diviser les travailleurs de l'usine.

La semaine dernière, le PDG a convoqué plusieurs réunions dans les ateliers pour annoncer qu'il octroyait des primes de fin d'année : 3 000 F pour la Mécanique, 3 000 F pour l'atelier de l'Industrie et 1 000 F pour l'atelier des Munitions. Le montant des primes était, selon lui, proportionnel aux bénéfices qu'avait faits chaque atelier.

Les ouvriers et les ouvrières des Munitions ne l'ont pas entendu de cette oreille : le lendemain, la majorité (environ une centaine de personnes) débrayait pour réclamer 3 000 F de prime comme les autres ateliers.

Le PDG, absent de l'usine, a rappliqué à toute vitesse pour discuter avec les grévistes. Il a reconnu qu'il avait fait une erreur en ne donnant pas la même chose à tout le monde et qu'il ne s'attendait pas à ce genre de réaction. Il accorde aux travailleurs des Munitions une prime de 1 500 F pour le mois de décembre et une autre de 1 500 F pour le mois de mars si d'ici là le travail se fait normalement. Il a ajouté que les deux heures de débrayage seraient payées.

500 F de plus dans l'immédiat sur la prime, plus la promesse de 1 500 F en mars pour deux heures de débrayage, un bon début pour tous nous encourager à réclamer une véritable augmentation des salaires !

Correspondant LO

La grève dans les transports en commun

Dans les transports urbains des villes de province, la grève a fait tache d'huile. Certes la reprise est faite ou s'amorce dans des villes comme Nantes et maintenant Valenciennes, et ce après près de trois semaines de grève, mais le mouvement continuait, au moment où nous écrivions, à Lyon, à Saint-Etienne, à Valence, cependant que des arrêts de travail de durées diverses avaient affecté les villes de Marseille, de Nice, de Montpellier, de Grenoble, de Charleville-Mézières, de Quimper.

Comme partout, ce sont les mêmes revendications : les salaires, les effectifs, les conditions de travail.

• LYON
LA GRÈVE CONTINUE

Les conducteurs d'autobus et métro lyonnais ont entamé leur troisième semaine de grève mercredi 9 novembre. Ce jour-là, il n'y avait toujours aucun bus et aucun métro dans toute l'agglomération.

Les conducteurs demandent toujours une augmentation de salaire et une diminution du temps de travail. En effet un conducteur ayant six ans d'ancienneté gagne 6350 F par mois, en travaillant certains samedis et dimanches. Les conducteurs qui n'ont pas une ligne fixe et servent de bouche-trou sont prévenus chaque jour de leur horaire du lendemain. Or il est de plus en plus difficile d'obtenir une ligne fixe, car la mise en route du métro et d'autobus de plus en plus longs a supprimé des conducteurs. Certains attendent depuis quatre ans leur nomination sur une ligne, qui leur permettrait d'avoir un roulement connu à l'avance.

Les grévistes demandaient au départ 1500 F, mais ils se disent maintenant prêts à reprendre tout de suite si on leur accorde 500 F d'augmentation. Mais la direction n'a fait aucune nouvelle proposition depuis le 27 octobre, où elle avait accordé 2,6 % d'augmentation au 1er novembre 1988 et un ensemble de primes représentant 973 F pour un conducteur ayant dix ans d'ancienneté.

Le syndicat Force Ouvrière s'est estimé satisfait par ces propositions et a appelé à reprendre le travail lundi 7. Ce jour-là, quelques bus sont sortis des dépôts, mais ont été vite arrêtés par des piquets volants de grévistes. Les non-grévistes n'ont pas récidivé le lendemain et des syndiqués FO ont marqué leur désaveu en rendant leur carte.

Les traminots sont déterminés, mais ils restent dans leur dépôt et ne recherchent pas la solidarité des autres travailleurs. Pourtant, leur grève n'est pas impopulaire, même si les travailleurs n'en comprennent pas toujours les raisons. Les journaux et la télévision avaient fait beaucoup de publicité sur une prétendue manifestation des usagers, qui devait avoir lieu lundi 7. Mais elle n'a regroupé qu'une dizaine de commerçants !

Les grévistes sont décidés à tenir tant que la direction ne lâche rien de plus.

Mais cette dernière laisse pourrir la situation et assigne les piquets de grève en référé mercredi 9, pour avoir l'autorisation de faire dégager les piquets de grève par la police et permettr aux non-grévistes de sorti les bus. Mais ces dernier sont ultra-minoritaires et même s'ils acceptent de travailler sous la protection d la police, ce qui n'est pa sûr, ce n'est pas cela qu rétablira un trafic norma des transports en commun.

• VALENCIENNES
3 SEMAINES DE GRÈVE
À LA SEMURVAL

Depuis le 21 octobre, plus aucun bus urbain ne circule dans Valenciennes et les communes voisines.

Chaque jour, les 100 à 150 chauffeurs (sur 240) présents aux assemblées générales reconduisent la grève à main levée et bloquent les grilles toute la journée. Elles ne seraient pas bloquées, que la circulation des bus ne reprendrait pas pour autant. Seuls quelques dizaines de cadres, employés et mécaniciens ont tenté au début de la grève de faire pression. Depuis, on ne les voit plus.

La CGT, avec le soutien de la CFTC, qui avaient finalement repris à leur compte la revendication de 1500 F, organisent la grève de 24 heures, reconduite tous les jours comme cela s'était fait le premier jour.

Mais rapidement, plusieurs responsables CGT se sont mis en tête de faire voter en AG à bulletins secrets ! La manœuvre était un peu grosse et il fallut la visite d'une quizaine de grévistes au local syndical pour les amener à mieux appliquer la démocratie.

Comme le tract de la CGT l'exige, il faudrait faire payer ces augmentations de salaire aux patrons du privé, comme ceux des hypermarchés, qui bénéficient du service public sans verser une taxe de transport. Mais surtout il faudrait imposer au gouvernement d'augmenter sa participation. Ce serait bien plus normal que d'augmenter les impôts locaux des autres travailleurs des communes.

Et tout le monde a remarqué la discrétion de *Liberté*, le journal du PC, qui soutient pourtant toutes les grèves en ce moment. Sans doute nos revendications gênent-elles les maires, futurs candidats aux prochaines élections municipales.

Mais justement, pour obtenir un recul réel des patrons et du gouvernement, il faudra un mouvement de grève qui déborde largement les chauffeurs dans quelques villes. Pourtant aucune tentative sérieuse d'extension n'a été envisagée par les syndicats.

Même pour notre propre information, nous avons dû nous contenter de la presse et de la télé, hostiles à notre mouvement.

Depuis deux jours, la CGT a repris à son compte la réduction du montant de la revendication de 1500 F à 750 F. Ce recul ne fut pas vraiment voté en AG, mais il est accepté à l'usure.

Cela n'a pas fait avancer d'un pas la direction, qui s'en est tenue au 1,4 million qu'elle consentait à débloquer. Cela devrait, pour les seuls 70 mécaniciens et 240 chauffeurs concernés, une augmentation mensuelle moyenne de 205 F net.

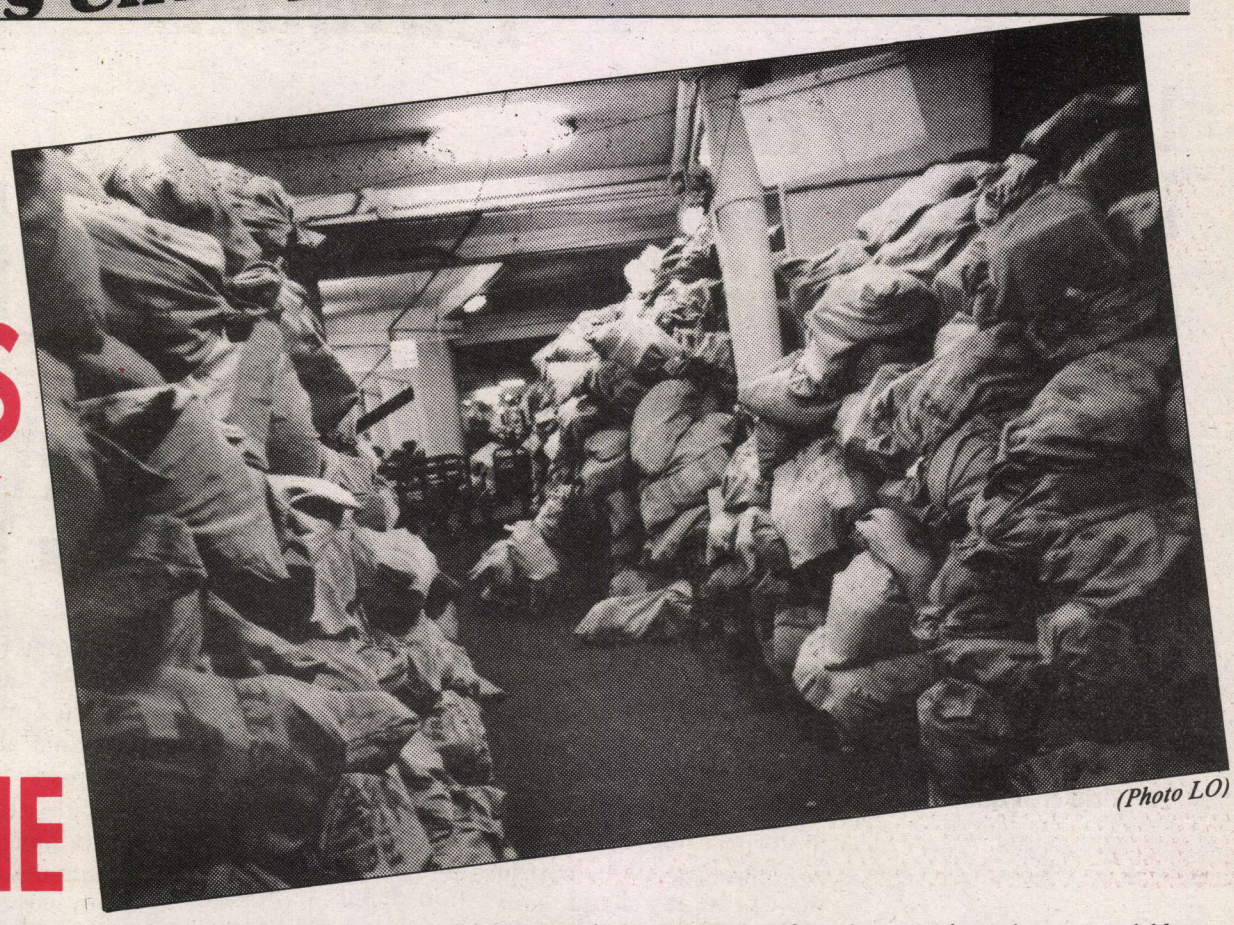
Finalement, l'AG de ce mardi après-midi 8 novembre, réduite à 80 chauffeurs, s'est prononcée pour accepter ces propositions, largement inférieures à la revendication initiale, mais à condition que les jours de grève soient entièrement payés. Le président doit à nouveau réunir le conseil syndical des 62 communes, pour voir s'il est prêt à débloquer le 1,6 million supplémentaire nécessaire.

Tous les responsables déclarent qu'il est urgent que les 50 000 usagers quotidiens des transports en commun puis sent être à nouveau transportés... Cela ne tient qu'à eux.

DERNIÈRE HEURE

Mercredi 9, pratiquement à l'unanimité, la centaine de chauffeurs présents à l'AG du soir a voté la reprise du travail pour le lendemain. La direction n'a pas cédé le paiement à 100% des jours de grève, mais une somme de 370 000 F devrait être inscrite au budget pour payer cette indemnité de reprise. Cela devrait dépasser les 1 000 F pour ceux qui ont fait trois semaines de grève complète. Pour beaucoup d'entre nous c'était une première grève, et la preuve que les travailleurs ne resteraient pas éternellement résignés. Plusieurs chauffeurs commentaient après le vote : *«Ce n'est que partie remise»*.

LA GRÈVE DES CONDUCTEURS DES CAMIONS PTT DANS LA RÉGION PARISIENNE



(Photo LO)

Les conducteurs de camions PTT de Paris ont décidé en ce début de semaine de reconduire leur grève, bien que la direction des Postes leur ait fait quelques concessions, et que CFDT et FO appellent depuis lundi à la reprise du travail, sur la base de ce qu'a accordé la direction.

La direction des Postes avait, le vendredi précédent, seulement fait des promesses sur l'une des revendications des chauffeurs, celle de ne pas voir le service dont ils dépendent, la Direction du matériel de transport (DMT) supprimé, et les camions PTT progressivement remplacés par des camions privés. Mais sur les salaires elle ne promettait qu'une augmentation de 50 F de la prime de «poids lourd».

Lundi matin, la grève continuant, la direction proposait un changement de grade des préposés conducteurs de camion, et une augmentation un peu plus grande de la prime, faisant en tout pour chaque conducteur aux environs de 350 à 500 F de plus par mois. Mais c'est encore loin de ce que revendiquaient les chauffeurs qui, en réclamant de passer au grade d'agent, demandaient donc un changement de qualification apportant une augmentation de salaire de l'ordre de 1300 F.

Depuis trois semaines maintenant que dure la grève des conducteurs, presque tout le courrier est bloqué à Paris, et une partie du courrier inter-province également, celui qui, transitant par Paris, doit aller d'une gare de Paris à l'autre. D'autant que les camionneurs ont installé leurs camions devant les divers centres de tri, et les cinq plus gros bureaux de poste de Paris pour en empêcher l'entrée aux camions privés que la Poste embauche. D'autant aussi que le mouvement des camionneurs est très bien vu du personnel de la poste ; au point que le centre de tri d'Austerlitz par exemple ou à la poste du Louvre, et dans bien d'autres endroits on a vu le personnel du centre descendre aussitôt à la rescousse des chauffeurs lorsque la direction avait tenté de faire venir une dépanneuse pour enlever des camions qui bloquaient l'accès au centre, ou de faire retirer les camions par les chefs disposant du double des clés. Au point aussi que dans les tris on a vu les manutentionnaires refuser de charger dans des fourgons SNCF des sacs de courrier qui, dans le circuit normal, sont acheminés par camions et non par voie ferrée...

Si depuis les négociations avec la direction générale des Postes, les directions syndicales CFDT et FO (ainsi que CFTC, mais ce syndicat n'a en réalité aucun poids), appellent à la fin de la grève, la CGT, elle, qui a déclenché le mouvement en le lançant au garage de Bercy où elle est particulièrement forte, continue à appeler à la poursuite du mouvement.

Dans ce garage Keller, les conducteurs en grève ont en effet élu une coordination animée par des grévistes syndiqués et non syndiqués, dont des militants CGT. Les dirigeants de la CGT au début n'avaient pu faire moins que de participer eux aussi à cette coordination voulue par l'assemblée générale.

Mais la CGT se refuse à organiser des assemblées générales de tous les chauffeurs en grève (ils sont 1200 conducteurs de camions répartis en 7 garages différents), comme le propose la coordination des grévistes du garage Keller. Ce serait pourtant la meilleure façon de permettre aux conducteurs de juger eux-même de la force de leur mouvement, d'en discuter tous ensemble, et d'éviter le risque de voir le travail reprendre garage par garage, au cas où les syndicats qui sont pour la reprise arriveraient à la faire voter séparément dans l'un ou l'autre des garages. Au cas aussi où une intervention de la direction dans l'un des garages y affaiblirait le mouvement.

La CGT est donc toujours pour la grève, certes, mais elle n'est surtout pas pour que les grévistes eux-même contrôlent leur mouvement.

★ ★ ★

L'administration espère sans doute que la situation va changer à son avantage pendant le week-end. D'abord, elle a essayé, dans quelques centres de tri, de pousser les travailleurs à prendre un week-end prolongé, et parle carrément de fermer le centre de Pantin. Elle espère ainsi ne pas avoir à payer des postiers à ne rien faire, sans doute, mais le bruit court aussi que le ministère voudrait profiter du week-end pour faire dégager par la police les camions qui bloquent les centres ici ou là.

Seulement, en revenant de week-end, si la grève des conducteurs de camions continue, les postiers des bureaux de poste et des centres de tri accepteront-ils de faire le travail avec du courrier amené par des «conducteurs parallèles» ou amené sur place par on ne sait quelles combines des directions, peut-être même sous la protection de la police ? Les discussions en cours en ce moment au sein des postiers de la région parisienne indiquent que ce n'est pas sûr du tout.

D'autre part, si l'ambiance n'est pas pour le moment à se mettre en grève, d'autant plus qu'il n'y a pas de travail, bon nombre de postiers continuent à discuter des revendications générales, des 1500 F d'augmentation de salaire qu'ils réclament pour tous, des problèmes d'effectifs, de la nécessaire grève générale des PTT nécessaire pour obtenir ces revendications.

Ce qui explique sans doute la prudence avec laquelle l'administration se comporte actuellement. Car allez donc savoir ce qui risquerait d'apparaître comme une provocation de sa part, et donner l'envie à tous les postiers d'entrer en lutte à leur tour !

Correspondant LO

FRANCE-GLACE FINDUS

LE PATRON VEUT FAIRE UN EXEMPLE

Après avoir fait déloger les grévistes par les forces de l'ordre le mardi 25 octobre, la direction de France-Glace Findus remettait à environ quatre-vingt d'entre eux une lettre les convoquant à *«un entretien préalable en vue d'un éventuel licenciement»*. Parmi eux, il y a la quasi-totalité des délégués CGT et des dizaines de travailleurs sans mandat.

A l'heure où nous écrivons, ces entretiens préalables se poursuivent. Les délégués ont été convoqués les premiers et la direction a, le 4 novembre, demandé au CE de se prononcer sur ces licenciements. Le CE a refusé.

Parmi les autres, il y a ceux que la direction envoie à leur poste de travail après leur entretien, et ceux qu'elle maintient en mise à pied conservatoire, en attendant sans doute l'avancement de la procédure pour le licenciement des délégués.

La direction avait annoncé qu'elle était *«prête à dépenser 10 à 12 millions pour licencier les meneurs !»*. Il est clair pour tout le monde que la direction veut se venger d'ouvriers qui ont osé lui tenir tête le temps d'une grève. Car en fait ce que la direction leur reproche sous couvert de «faits illicites», c'est d'avoir exercé leur droit de grève ! Et dans l'entreprise, des pétitions manuscrites ont très rapidement circulé. Au moins la moitié des travailleurs de l'usine ont signé, soit ces pétitions, soit celle que la CGT et les «licenciables» ont fait signer à la porte de l'usine.

Ceux-ci, interdits de séjour dans l'usine par suite d'une mise à pied conservatoire, sont installés face à l'usine dans un campement rudimentaire au début, mais qui s'est équipé de jour en jour : téléphone, électricité, WC (fournis par la mairie socialiste). Et ce qui compte encore le plus, c'est l'ambiance combative parmi les licenciables. La CGT a organisé jusqu'à aujourd'hui une série d'actions de solidarité ; pétition dans les entreprises et sur les marchés, collectes, etc. Et, ce mardi 7, une manifestation de protestation contre les licenciements a rassemblé plusieurs centaines de travailleurs du Beauvaisis, auxquels d'ailleurs la FEN s'est jointe.

Correspondant LO

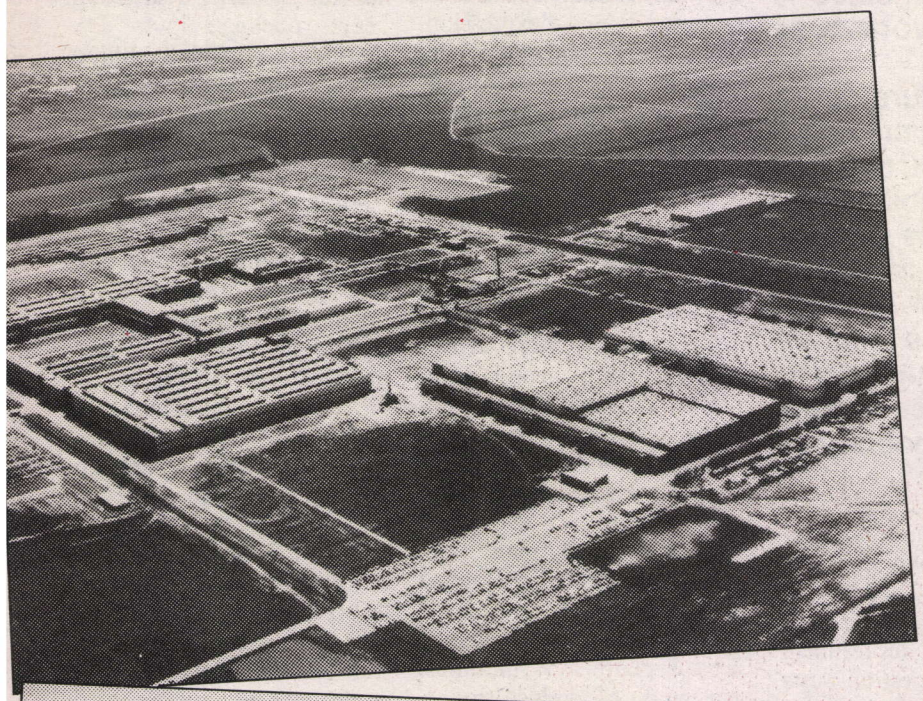
LES DÉBRAYAGES DU 8 NOVEMBRE CHEZ RENAULT

Mardi 8 novembre, la CGT appelait à des débrayages pour les salaires dans l'ensemble des usines Renault.

La participation a été inégale suivant les usines. Selon les chiffres de la direction, elle a été de 30% au Mans à 6% au Centre Industriel de Billancourt, la partie production de l'usine.

A Flins, où la CFDT appelait également au débrayage, sur l'ensemble des deux équipes, soit environ 9 100 présents, 1 260 travailleurs ont débrayé. C'est pour l'usine un débrayage important.

Un autre signe que, chez Renault aussi, le mécontentement des travailleurs a tendance à s'exprimer de plus en plus.



Renault Douai

LES DÉBRAYAGES CONTINUENT

Dans notre numéro de la semaine dernière, nous expliquions comment les quatre syndicats de l'usine, CGT, CFDT, FO et CFTC, s'étaient composé une belle unité de façade pour appeler l'ensemble des travailleurs à des débrayages journaliers sur les revendications suivantes :

- 500 F d'augmentation mensuelle,
- une prime de 1 200 F pour la R 19,
- et la suppression des critères sélectifs (présentéisme) pour le calcul de la prime d'intéressement.

Il n'aura pas fallu attendre longtemps pour que le bel ensemble se brise. Probablement influencés par la fête des morts du 1er novembre, FO et la CFTC ont choisi cette date pour tenter d'enterrer les débrayages. Après s'être recueillis longuement avec la direction, des responsables FO et CFTC signaient un avenant avec la direction locale : suppression des critères de présentéisme, ce que tous voulaient et qui est un acquis direct des débrayages. Mais pour le reste, ça ne fait pas le compte : une prime de 650 F de R 19, versée en deux fois et suspendue de plus à une *«clause de productivité»*, c'est-à-dire à la montée en puissance de la chaîne R 19.

Le 2 novembre au matin, tout le monde, y compris les militants et délégués de FO et la CFTC, découvrait que ces deux syndicats avaient signé. Les commentaires étaient acerbes contre FO et la CFTC renforcés par ceux de la CGT et de la CFDT, trop contents de montrer que eux *«au moins, ils ne font pas des choses pareilles»* et sont prêts *«à aller jusqu'au bout pour réussir ensemble»*.

Pour rester dans le ton nécrologique adopté dès la signature, FO sortait un tract pour jurer qu'il ne serait pas *«le fossoyeur de la R 19»*, agrémenté d'un joli petit dessin d'un cercueil. Pour l'instant, cela ne fait ni trop chaud ni trop froid à personne. Les débrayages continuent au même rythme d'une heure par jour, avec des assemblées générales de temps en temps.

On y retrouve à peu près toujours le même nombre de travailleurs, pas vraiment déterminés à faire plus, mais pas prêts non plus à faire moins.

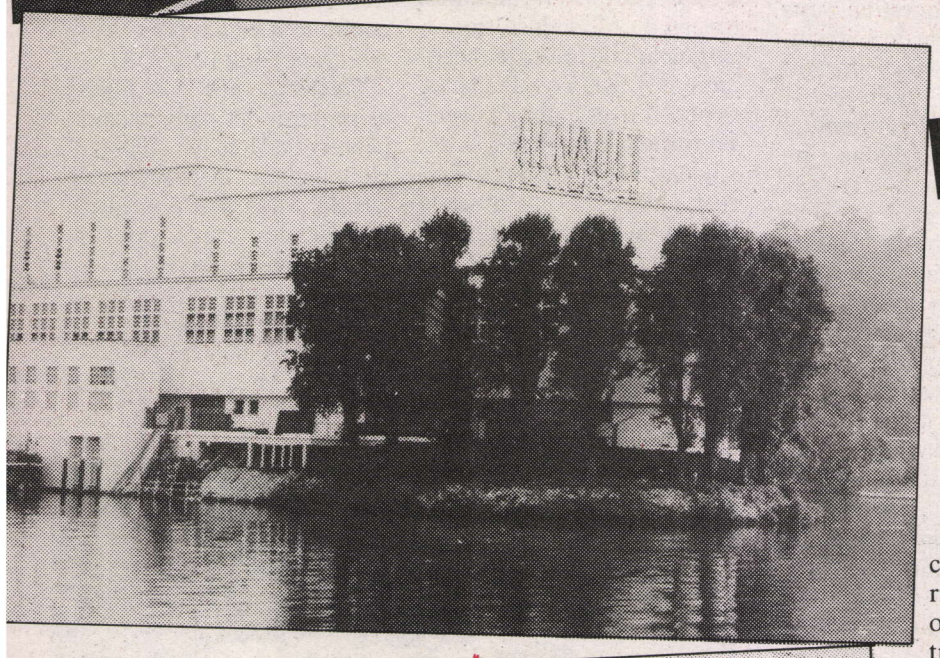
La direction n'est tout de même pas dans une situation simple : la production continue d'être désorganisée et Renault perd de 300 à 350 véhicules par jour.

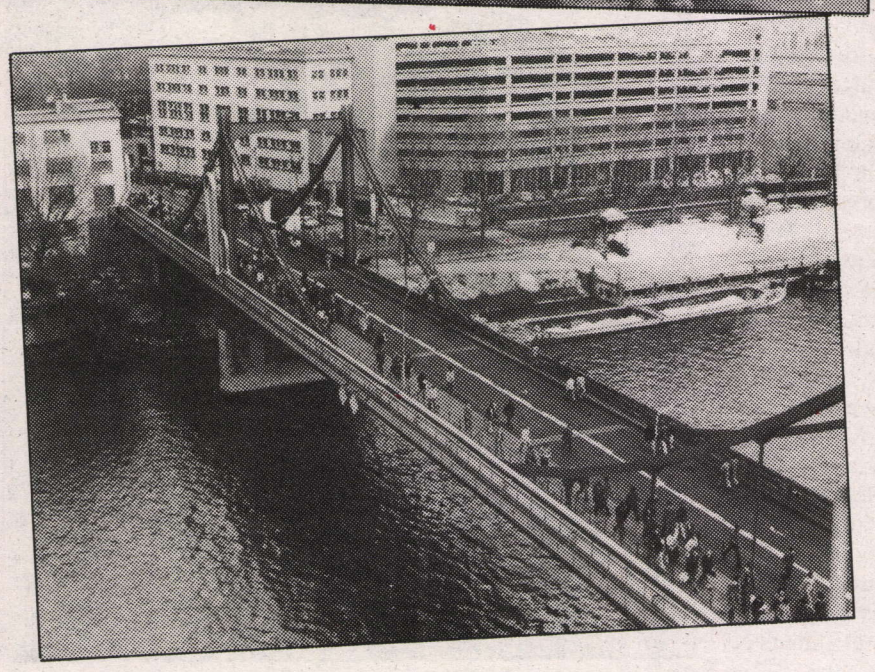
Tout reste possible : les débrayages peuvent s'user, et la CGT et la CFDT auront une excuse toute prête : ce sera à cause de la trahison de FO et de la CFTC. Mais on pourrait aussi les voir s'amplifier, d'autant que les syndicats parlent de débrayages au niveau de tout le groupe.

Ce ne sont pas toujours les mêmes qui débrayent. Certains calculent et saupoudrent : un jour avec, un jour sans. D'autres commencent seulement les débrayages maintenant. D'autres enfin ne débrayent plus, pensant que la direction n'ira pas plus loin. Mais personne en tout cas ne se dit satisfait.

Et il est vrai que, si les travailleurs veulent une réelle augmentation de leurs salaires, ce n'est pas avec des débrayages répétés, orchestrés par tous les syndicats ou seulement quelques-uns, qu'ils y parviendront.

Correspondant LO





Renault Billancourt

LA FIN DE LA GRÈVE AU DÉPARTEMENT 12

Au Département 12 de Billancourt, les 250 travailleurs de Tôlerie, en grève depuis le jeudi 27 octobre au matin, ont repris le travail mercredi 9 novembre, après près de deux semaines de grève.

Les grévistes réclamaient pour tous et tout de suite les 4% de complément sur le salaire prévus en cas de mutation et de déclassement et que la direction leur refuse (voir *LO* n° 1066), ainsi que l'amélioration des conditions de travail (remplaçants, pauses, cadences).

Après une semaine de grève, le jeudi 3 novembre la direction proposait de revenir sur l'injustice dont étaient victimes les travailleurs qui venaient des départements 14 et 19, mais ne changeait rien pour les autres en proposant un calendrier s'étendant jusqu'en 1992 pour l'obtention des 4%. Quant aux conditions de travail, les propositions de la direction en restaient au stade de vagues promesses.

Evidemment la grève a continué. Pendant ce temps, la direction faisait travailler ses chefs à la place des grévistes, y compris les samedis. Les chaînes de montage du reste de l'île Seguin, elles, tournaient au ralenti, faisant perdre à la direction, au total, environ 2 000 voitures.

Durant tout le conflit, les travailleurs des autres secteurs de l'île voyaient d'un bon œil la grève de la Tôlerie, mais ne s'en ressentaient pas de s'y joindre. Il faut dire que les grévistes, eux, n'ont pas cherché particulièrement à étendre leur lutte. Les syndicats CGT et CFDT, eux, se contentaient de proposer des débrayages pour *«aller soutenir la grève du 12 et demander à la direction de négocier sérieusement»*. La grève est donc restée très localisée.

Evidemment, ainsi circonscrite, la grève pouvait difficilement faire reculer la direction sur la question des 4%, ce complément de salaire qui concerne en fait tous les travailleurs de production du groupe Renault.

A partir de lundi 7 novembre, la grève a commencé à s'effriter. Des grévistes ont commencé à reprendre et venaient travailler la nuit. La direction, elle, campait sur ses positions et rajoutait quelques promesses sur les conditions de travail, mais qui restaient bien vagues.

C'est dans cette situation que les travailleurs ont décidé d'arrêter la grève. Au moment de la reprise, l'ambiance était plutôt morose, beaucoup de travailleurs pensant qu'ils n'avaient rien obtenu.

Mais le mécontentement demeure, bien sûr, et la direction aurait tort de se croire quitte, au 12 ou ailleurs.

Correspondant LO

intérieur

HÔPITAUX

C'est la reprise, mais le mécontentement demeure

Le travail a donc repris dans les hôpitaux. A la Coordination nationale du samedi 5 novembre, il n'était plus question d'ultimatum, ni de durcissement de la grève. Les échéances ont été désormais reportées en janvier. Et comme pour marquer le changement de perspective, la Coordination nationale des infirmières a décidé de se transformer en Association loi de 1901.

Le grand mouvement d'octobre s'achève donc en douceur. Et pourtant, les infirmières ne s'estiment ni quittes, ni satisfaites. Elles préfèrent parler de pause, plutôt que de fin de mouvement...

Pour l'instant, cette pause elle-même ne veut pas dire calme plat. Il y a encore des petites mobilisations régionales aussi bien à Paris qu'en province. Il en est de même pour les autres catégories de personnel, chacun ébauche son calendrier et fait ses comptes. Des assemblées générales se tiennent encore, elles ne sont plus quotidiennes, elles ne rassemblent plus beaucoup de monde mais elles attestent de la permanence de la combativité des hospitaliers. Ici, on débraye pour le paiement des heures de grève, là à propos du pointage, ailleurs on discute salaires ou urgences. Dans bien des hôpitaux, les directeurs d'établissements marchent encore sur des œufs...

C'est que le mouvement vis-à-vis duquel tout le monde au début, du directeur à l'encadrement hospitalier jusqu'aux médecins et hommes politiques, s'était montré compréhensif – voire même paternaliste – a quand même surpris par son ampleur et ses exigences.

Nul ne peut ignorer aujourd'hui le mécontentement des infirmières qui ne s'estiment pas satisfaites par le protocole, ni le mécontement de l'ensemble du personnel hospitalier qui, lui, n'a rien obtenu.

Ce mécontentement, même en dehors des périodes explosives, il faudra en tenir compte. Les chefs d'établissements le savent. Le gouvernement aussi.

Les hospitaliers de Montbéliard et Belfort à Paris :

La solidarité, ça roule !

Nous étions une quarantaine des hôpitaux de Montbéliard et Belfort, déterminés à prendre le train gratuitement pour aller manifester jeudi 3 novembre à Paris. Notre nombre, et notre bonne humeur n'ayant pas été suffisants pour convaincre les contrôleurs de notre bon droit, la direction de la SNCF nous avait préparé un comité d'accueil un peu musclé à la Gare de l'Est. Toujours bien décidés à ne pas payer, nous nous apprêtions à l'affronter gentiment, et à lui passer sous le nez, quand à notre grande émotion, un deuxième comité d'accueil a fait irruption sur le quai, rompant les rangs de ceux qui voulaient nous intercepter en scandant des slogans de solidarité. L'effet de surprise a été total. Devant ce soutien efficace, les envoyés de la direction SNCF en sont restés comme deux ronds de flan et n'ont pas osé s'en prendre à nous. Nous avons donc commencé à manifester sur le quai de la gare, avec ce petit groupe sympathique et accueillant. En effet, à la Gare de l'Est, des cheminots de la CGT sans doute prévenus dans le cadre de leur travail des difficultés qui nous attendaient s'étaient spontanément mobilisés, avaient appelé à la rescousse des hospitaliers parisiens et s'étaient retrouvés ensemble pour organiser cet accueil de solidarité. Du coup, nous étions tous gonflés à bloc et cela a été ressenti comme une expérience inoubliable.

Correspondant LO

Dans le monde

ALGÉRIE

APRÈS LES MORTS, LA «PACIFICATION»

Les résultats officiels du référendum du jeudi 3 novembre en Algérie ont l'apparence d'un succès pour Chadli. Sur les douze millions d'Algériens appelés aux urnes, 83,08 % seraient allés voter et 92,27 % des votants se seraient prononcés en sa faveur.

Evidemment, on ne peut pas exclure qu'il y ait eu des fraudes ou des truquages, même s'il n'est pas sorti des urnes un 99,99 % de «oui» pour Chadli. On peut frauder plus habilement ! On ne peut pas exclure non plus que certains Algériens n'aient pas eu envie que leur carte d'électeur qui est demandée pour diverses formalités administratives ne soit pas tamponnée. Mais il est probable aussi qu'une partie significative de l'électorat nourrit des espoirs ou des illusions sur la réforme démocratique que Chadli pourrait faire.

Chadli est le chef de l'Etat et le secrétaire général du FLN. Il est de fait le chef de l'armée. Il est donc le responsable de fait et en titre de la répression des émeutes d'octobre qui a fait un nombre considérable de blessés et de torturés et au moins 500 si ce n'est 1000 morts (comme l'affirment maintenant des médecins des hôpitaux algériens).

Et pourtant, les résultats officiels du référendum montrent que ce n'est pas à Chadli que la population semble en vouloir le plus. Chadli sortirait presque blanchi, si ce n'est grandi des luttes sociales récentes, tandis que des personnalités ou des courants qui lui sont rivaux n'ont rien gagné en crédibilité : ni les vieux opposants, qui se prétendent démocratiques et partisans d'un «multipartisme», comme les Ben Bella ou Aït Ahmed, ni les quelques intégristes musulmans, ni non plus évidemment les dirigeants d'un prétendu FLN pur et dur, tel Messaadia qui vient de se faire limoger.

Alors Chadli sort renforcé de la consultation électorale. Les 93 % de «oui» apparaissent comme un encouragement à une ouverture politique et économique qu'il avait annoncée. En paroles surtout. Mais il était question d'une espèce de «perestroïka» chadlienne, de réformes économiques laissant plus de place au marché, à l'initiative privée ; à des réformes qui casseraient les grandes sociétés nationales (qui sont déjà une manne pour une floraison de sous-traitants privés qui travaillent pour elles autour et alentour) ; et aussi, dans le domaine agricole, d'une restitution de terres à des fermiers privés. Il était question aussi de mettre à la tête de préfectures (wilayas) de *«jeunes cadres dynamiques et compétents»*, comme on dit, qui attirent les investissements. Donc les investissements étrangers aussi. Bref, il était et il est toujours question de desserrer encore l'étau étatique qui brimerait ceux qui font de l'argent dans le pays, la bourgeoisie nationale, d'Etat ou privée, et qui mettrait encore trop de bâtons dans les roues des sociétés et banques impérialistes occidentales.

Et on sait ce que cette politique de «libéralisation», c'est-à-dire de rentabilité, productivité et compétitivité maxima, veut dire pour la classe ouvrière et toute la population pauvre : des salaires bloqués, un chômage encore croissant, des subventions aux produits de première nécessité qui diminuent ou disparaissent et donc des prix qui montent... sous prétexte de vérité et de liberté évidemment.

C'est dans cette voie que le régime algérien sous le poids de la crise mondiale et des lois économiques de l'impérialisme – qui bouscule partout les carcans juridiques – s'était déjà engagé. Chadli tentera de continuer, et de lever un peu plus les barrières aux «laissez-faire - laissez-circuler» du fric et des marchandises. Ce n'est probablement pas lui qui voudra protéger les travailleurs et les pauvres algériens contre les exactions de tous ceux qui se sucrent sur leur dos. De la même façon, son régime peut donner quelques satisfactions politiques aux milieux les plus privilégiés, aux bourgeois et petits-bourgeois qui aspirent à avoir accès à davantage d'information, qui voudraient avoir une certaine liberté d'association et d'expression. Depuis le lendemain des émeutes, les protestations contre les tortures et la répression, ont donné l'occasion à diverses couches petites-bourgeoises – avocats, médecins, journalistes, étudiants – de s'organiser, de tenir des réunions-débats, de faire des manifestations.

Mais Chadli reste cependant prudent. Il vient de nommer un nouveau Premier ministre, Kasdi Merbah, qui est une personnalité à facettes tellement multiples que chacun peut y retrouver la sienne. Kabyle, il peut plaire aux nationalistes kabyles. Colonel et ancien chef de la Sécurité militaire sous Boumédienne, il peut plaire aux militaires. Ancien du FLN «historique», participant de toutes les négociations d'Evian ou d'ailleurs, il peut trouver grâce aux yeux des nostalgiques du FLN des origines, et le nouveau Premier ministre ayant aussi la réputation d'être pragmatique, intègre, travailleur et efficace, il peut apparaître comme l'homme qui va remettre de l'ordre dans les affaires économiques !

En Algérie, par-delà les luttes de cliques et de clans, les rivalités entre personnalités ou courants partisans ou non de l'«ouverture» – là-bas aussi c'est le grand mot ! – il y aura le même poids écrasant sur les plus pauvres, avec la crise, de la loi du profit maximum. Et pour les opprimés et les exploités du pays, il n'y aura pas de changement, à moins d'engager la lutte. Ou de la poursuivre, car elle est commencée. La jeunesse s'est révoltée dans une première grande flambée, à la suite des travailleurs qui avaient démarré une vague importante de grèves. Et de nouvelles grèves semblent aujourd'hui se développer dont la presse française ne parle pas du tout.

C'est le quotidien gouvernemental algérien *El Moudjahid* qui en parle, à sa façon, depuis quelques jours. Des dizaines voire des centaines d'entreprises seraient concernées. Les grèves seraient déclenchées pour les salaires sous une multitude de formes – directement ou sous couvert d'augmentations de primes ou de réforme de statuts. Et ces grèves inquiètent le régime. Les journalistes officiels demandent d'où viennent ces mouvements, qui les «orchestrent» ! Des responsables de l'UGTA, le syndicat officiel étatique, se seraient réunis pour dire que ces grèves seraient très malvenues. En haut lieu, on s'inquiéterait de ce que ces mouvements soient les conséquences du climat plus démocratique, et on mettrait les travailleurs en garde contre tout ce qui pourrait se retourner contre eux !

La démocratie et la liberté ne sont que des phrases trompeuses, des hochets démagogiques dans la bouche de Chadli. Mais elles pourraient devenir des armes pour la classe ouvrière. En Algérie, un processus qui échappe à Chadli et ses semblables s'est peut-être déjà enclenché !

Michelle VERDIER

Le référendum (AFP)

(AFP)

LE GOUVERNEMENT VEUT LA GUERRE MAIS WALESA EST PARTISAN DE TENDRE L'AUTRE JOUE

Alors qu'en ce mardi 8 novembre le gouvernement polonais faisait preuve de fermeté et annonçait que sa décision de fermer les Chantiers Lénine à Gdansk était *«définitive»* et *«irrévocable»*, Walesa renonçait à appeler à *«l'état de préparation à la grève»*, dont il avait pourtant menacé le gouvernement polonais deux jours auparavant, le dimanche 6 novembre.

Pourtant, des grèves de soutien aux Chantiers Lénine avaient éclaté mardi 8 novembre dans la région de Gdansk. Dans le bassin de radoub voisin des Chantiers, un millier d'ouvriers, jeunes pour la plupart, sur les 6 000, ont cessé le travail. Dans le chantier fluvial Wisla, 50 travailleurs se sont croisé les bras. Et aux Chantiers Lénine eux-mêmes, 5 000 travailleurs se sont de nouveau rassemblés devant le bâtiment de la direction, cependant que Walesa avait une entrevue en «tête à tête» avec les membres de la direction. Et à la sortie, il s'est même fait siffler par une partie de l'assistance parce qu'il demandait aux travailleurs présents de *«patienter»* encore. En guise d'explication, il déclarait : *«Les grèves sont le dernier recours dans la lutte et, pour l'instant, nous devons lutter de façon pondérée, par des moyens légaux»*.

Evidemment, Walesa pouvait se permettre d'appeler à la patience, d'autant plus que la grève n'avait pas éclaté comme une traînée de poudre. Mais, malgré le quadrillage de Gdansk par la police, des milliers d'ouvriers avaient répondu «présent». Et manifestement une partie d'entre eux espéraient, attendaient de Walesa qu'il mette à exécution ses menaces... qui n'étaient pas la grève tout de suite, mais l'état de préparation à la grève, autrement dit la mobilisation générale de tous les militants pour préparer la grève dans les huit jours qui suivaient.

La fermeture des Chantiers Lénine, le berceau des grèves et de Solidarité, est une provocation, une gifle du gouvernement à Solidarité. Mais tout ce que le dirigeant de Solidarité trouve à répondre aux travailleurs venus en nombre protester, c'est en substance : *«Non à la grève»*, *«Patience»*... Et de nouveau, comme en août dernier, lorsqu'il avait affronté la rage des grévistes qui ne voulaient pas arrêter la grève, alors en plein essor, il a menacé de *«démissionner»* et de *«laisser la place à un jeune»* si *«Solidarité avait besoin d'un plus radical que lui»*.

Walesa est-il devenu un *«dégonflé»*, comme le lui ont crié de jeunes syndicalistes de Solidarité ? Tout dépend de quel point de vue on se place. Walesa n'est pas moins «gonflé» que lorsqu'il dirigeait les grèves d'août 1980 et ridiculisait les ministres venus négocier, chapeau bas, dans l'enceinte même des Chantiers en grève. Il est même très gonflé pour accepter les sifflets, les huées, les insultes de ses camarades de travail. De même qu'il est carrément «gonflé» pour négocier dans le secret d'un tête à tête avec le directeur des Chantiers ! On est loin des négociations sonorisées dans toute l'enceinte des Chantiers et sous le contrôle permanent des grévistes !

Walesa est maintenant simplement et ouvertement de l'autre bord, contre la grève, mais aussi contre ses camarades de travail. Comme il l'a déclaré samedi 5 novembre : *«La Pologne ne peut pas se permettre une troisième grève cette année»*. Walesa n'est pas plus pour une troisième vague de grèves aujourd'hui qu'il ne l'était pour une deuxième en août dernier, grève qu'il a bradée comme on sait, ni même qu'il n'a été pour la première en avril.

Avec le temps, les désillusions, les rancœurs, la démoralisation pèseront-elles plus lourd sur la classe ouvrière que la rage et la volonté d'en découdre avec le gouvernement ? En tout cas, ce serait l'objectif de Walesa qu'il ne s'y prendrait pas autrement.

Il serait donc temps que, parmi les jeunes qui contestent aujourd'hui les décisons de Walesa, des nouveaux prennent la relève. Non plus cette fois au nom des intérêts de la Pologne, mais au nom des intérêts de la classe ouvrière de Pologne, qui ne veut plus de l'austérité forcée, ni des bas salaires, ni de la pénurie... ce que le gouvernement polonais et Walesa, chacun à leur façon, s'efforcent de lui faire accepter au nom de la sacro-sainte Pologne.

Cécile BERNIER

Commerce France-Iran

DÉMOLIR, RECONSTRUIRE, C'EST TOUJOURS DU PROFIT

Les capitalistes français, qui ont tant gagné à fournir en armes les protagonistes de la guerre du Golfe et en particulier l'Irak, ne voudraient pas passer à côté d'un marché tout aussi plantureux : celui de la reconstruction.

Eh oui ! Après avoir tant détruit, il faut bien reconstruire. Il y a pour les capitalistes français des marchés assurés du côté de l'Irak. Mais il ne faudrait pas pour autant passer à côté de ceux de l'Iran. Il faut réparer tous les dégâts faits dans ce pays, mais aussi, après huit ans de guerre, rééquiper entièrement l'armée iranienne.

Le seul problème, c'est qu'il y a des concurrents sur les rangs : l'Allemagne fédérale, le Japon, l'Italie s'activent à Téhéran pour conclure des contrats. La France, elle, prend du retard : un embargo est toujours en vigueur sur l'importation de pétrole iranien et, en principe, seule des opérations de troc sont autorisées. Dans ces conditions, les compagnies pétrolières françaises se font prier pour acheter le pétrole iranien, et l'Iran préfère évidemment conclure des contrats avec les pays qui lui en achètent.

Il n'y a donc plus qu'à lever l'embargo, décidé à l'époque de l'affaire Gordji et des menaces variées brandies à l'époque par le gouvernement français et d'autres contre l'Iran. Après tout, le but de l'opération était justement d'amener l'Iran à composition et d'en faire un client plus docile pour les trusts occidentaux, et le moment est venu d'en toucher les bénéfices.

Mais le risque serait alors de mécontenter l'Irak et de perdre là quelques marchés. Le gouvernement français va donc arranger les choses et lever l'embargo pour permettre la reprise des affaires avec l'Iran, mais le plus discrètement possible paraît-il, pour ne mécontenter personne.

Ce serait tout de même bête, après que leurs armes vendues à l'Irak ont fait aussi beaux dégâts en Iran, que les capitalistes français n'aient pas leur part du pactole que pourraient constituer, pour eux, la reconstruction et le rééquipement de l'Iran !

A.F.

(AFP)

Un immeuble de Téhéran démoli en mars 1988 par un missile irakien. Peut-être de fabrication française ?

ESPAGNE

CONTRE L'INFLATION,
LA MONTÉE DU MÉCONTENTEMENT

Carlos Solchaga, ministre espagnol de l'Economie, avait superbement décrété que l'inflation serait de 3% pour 1988 et il avait obligé à ce que les conventions collectives soient négociées sur cette base. Puis, devant la hausse des prix révélée par l'indice officiel (fin août, elle était de 3,9% depuis le début de l'année) il avait révisé sa prévision et l'avait fixée à 5%. A peine l'avait-il dit, que le dernier indice des prix (1% en septembre) rend dérisoire cette nouvelle prévision, puisque d'ores et déjà la hausse pour l'année est de 4,9%, et qu'il reste encore trois mois !

Cela n'a pas démonté Carlos Solchaga, qui dans un débat au Parlement a attribué la responsabilité de l'inflation aux salaires des travailleurs et déclaré que l'objectif du gouvernement pour 1989 en matière d'inflation serait de 3%. Ce qui signifie que c'est sur cette base que le gouvernement va négocier les conventions collectives et les contrats de révision salariale qui vont toucher plus de six millions de travailleurs dans les mois qui viennent.

Du côté des travailleurs, cela ne passe pas très bien et ceux qui ont le plus spectaculairement manifesté leur mécontentement sont les fonctionnaires. Jeudi 28 octobre, ils ont été 50 000 à descendre dans la rue à Madrid. Le succès de cette manifestation a surpris tout le monde, y compris ses propres organisateurs, les syndicats Commissions Ouvrières et UGT.

L'ampleur de cette manifestation traduit en tout cas un refus massif de l'accord négocié entre le gouvernement et le CSIF, syndicat corporatiste majoritaire dans ce secteur et qui fixait à 4% la hausse des salaires pour 1989. Ce qui, compte tenu des derniers résultats de l'inflation, est une tromperie manifeste et qui supposerait une nouvelle perte de pouvoir d'achat des fonctionnaires, dont les salaires ont déjà baissé de 20% ces dernières années.

Cette manifestation des fonctionnaires avait été convoquée par les Commissions Ouvrières et l'UGT dans le cadre d'une protestation soigneusement dosée contre le gouvernement.

En effet, le gouvernement a pris l'initiative de rompre toutes les négociations ouvertes à l'échelle nationale avec les syndicats qui, après avoir longuement gémi sur ce manque de «capacité négociatrice», ont multiplié les déclarations menaçant «d'augmenter la tension sociale», mais sans rien organiser de concret.

Ils se gardent bien, notamment, de mettre en avant des revendications salariales susceptibles de mobiliser les travailleurs et de donner un objectif commun à leur mécontentement. La manifestation des fonctionnaires en a été un exemple significatif : les Commissions Ouvrières et l'UGT se sont refusées à mettre en avant la moindre revendication salariale. Ils ont donné comme seul objectif aux 50 000 manifestants le refus de l'accord déjà signé, en donnant comme slogan central de la manifestation : *«Non aux 4%»*.

C'est que le thème des salaires est un sujet explosif aujourd'hui en Espagne et les syndicats ont déjà exprimé publiquement leur crainte de se faire déborder sur ce sujet par les travailleurs.

Reste à savoir si les travailleurs espagnols se contenteront encore longtemps de se borner à exprimer leur mécontentement.

SUISSE

Les «narco-dollars» s'y refaisaient une santé.

L'ARGENT N'A PAS D'ODEUR

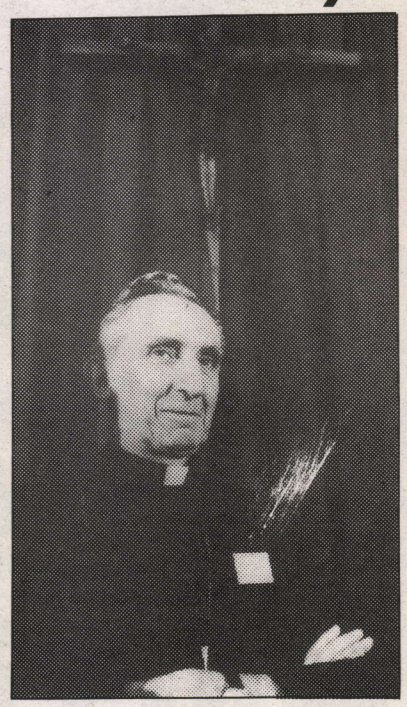
Cette fois c'est en Suisse que le scandale a éclaté et que des banquiers sont accusés d'avoir accepté d'héberger dans leurs caisses de l'argent provenant du trafic de la drogue. Et il ne s'agit pas de petites sommes, puisqu'on parle de plus d'un milliard de dollars. En Suisse, il est vrai, on ne demande pas grand-chose à celui qui vient déposer de l'argent. En principe, on devrait le faire, selon un code de bonne conduite qu'ont adopté les banques, mais qu'elles ne respectent pas.

Ailleurs non plus, on ne demande pas grand-chose : l'argent qui provient de la drogue atteindrait dans le monde une centaine de milliards de dollars. L'affaire de «blanchissage» suisse a donc permis de localiser 1% de cette somme. Mais où sont les 99% restants ? Dans d'autres banques pour l'essentiel, évidemment, et ensuite ils sont investis dans des entreprises, ou servent à alimenter la spéculation comme n'importe quels capitaux «honnêtes». A ce stade-là, il n'y a pas moyen de distinguer l'origine des capitaux.

A vrai dire, les capitaux issus de «l'honnête» exploitation des travailleurs reposent sur une forme de brigandage différente (et surtout légale) du trafic de drogue, mais au fond, dans le régime capitaliste, il n'y a pas d'argent «propre».

A.V.

Le péché cardinal selon Decourtray :



UN CAOUTCHOUC QUI SENT LE SOUFFRE

Les autorités sanitaires et le corps médical s'apprêtent à lancer une grande campagne anti-sida en recommandant l'usage du préservatif, qui permet de partager ses sentiments tout en gardant ses virus. Les évêques, eux, se préparent à pourfendre les capotes et le cardinal Decourtray a pris une position en pointe sur cette question, en déclarant que cette *«formidable publicité»* allait *«faciliter le vagabondage sexuel qui tue l'amour»*. Et, a-t-il ajouté, *«si on croit que le préservatif est le remède, c'est bien triste»*.

Decourtray est pour l'amour sans voile et, si l'on ne veut pas attraper le sida, il ne faut pas selon lui «vagabonder», sinon tant pis pour le pauvre pécheur. Il faut guérir les débordements du mâle par le mal, et le véritable adage doit être *«sida lex sed lex»* et non *«sida lex sed latex»* (c'est la loi du sida, mais il y a le latex).

Evidemment Decourtray, les cardinaux et autres évêques veulent se préserver du virus de l'intégrisme qui a déjà contaminé quelques brebis de leur troupeau, et pour cela ils n'hésitent pas à en rajouter, que ce soit à propos des préservatifs, de la pilule RU 486 ou du film maudit sur la tentation du Christ. Les voilà donc partis pour tirer sur la queue du diable au nom d'une religion qui ne s'est jamais remise d'avoir eu un leader engendré par le travail hautement antiseptique de l'esprit-saint.

A.V.

LE PRÉSIDENT NOUVEAU EST ARRIVÉ

Ferry/Gamma

George Bush a été élu : les Etats-Unis auront donc un président républicain pour succéder au républicain Reagan. Tant pis pour tous les membres de l'appareil démocrate qui avaient soutenu Dukakis. Ils ne pourront pas accéder en masse à tous les postes et à toutes les prébendes qu'ils visaient. La principale caractéristique de l'élection présidentielle américaine est de permettre, à l'occasion du passage au pouvoir du Parti Républicain au Parti Démocrate ou vice versa, d'assurer des places à un nombre considérable de leurs membres !

George Bush s'est présenté comme le successeur de Reagan et de sa politique, avec la bénédiction de ce dernier, et il s'est trouvé une majorité de petits-bourgeois – ceux qui vont voter dans un pays où l'abstention populaire est toujours massive – qui ont porté à l'actif de la politique de Reagan le fait que la situation économique – la leur en tout cas – ne se soit pas trop détériorée durant ces dernières années. Dans ces conditions, autant continuer avec un président qui prétend marcher sur les traces du précédent.

On avait pu croire un moment que Michael Dukakis, le candidat démocrate, allait mordre sur une partie des masses populaires, les pauvres et les Noirs, qui forment le gros des abstentionnistes. Mais il aurait fallu qu'il profite de la popularité, dans ces couches-là, d'un Jesse Jackson, en en faisant par exemple un vice-président. Mais Dukakis n'a pas eu le courage de présenter un Noir comme vice-président...

Ceci dit, que le président au pouvoir soit républicain ou démocrate ne change pas grand-chose à la politique qu'il mènera. Celle-ci, pour les quatre ans à venir, tant en ce qui concerne les mesures économiques que les relations Est-Ouest, dépendra des besoins de la bourgeoisie américaine face à la crise et des intérêts de l'impérialisme US, quelle que soit l'étiquette du président et la réputation qui en découle. C'est le démocrate Kennedy qui avait entraîné les Etats-Unis dans la guerre du Vietnam, le démocrate Johnson, son successeur, qui les y avait enfoncés, et le républicain Nixon qui avait terminé la guerre !

Quant à la cohabitation du président républicain Bush et d'un Sénat et d'une Chambre des députés à majorité démocrate, elle se traduira peut-être par des concessions ici ou là. Mais la situation n'est pas nouvelle. Reagan l'a connue ces quatre dernières années. Il a dû s'expliquer sur l'aide aux «contra» nicaraguayens, renoncer à certaines augmentations du budget de la Défense. Bush fera de même.

Cela ne change rien de fondamental. Ni même d'accessoire !

Sylvie FRIEDMAN

TANGO À WALL STREET

OPA EN CHAÎNE LE DERNIER

Dernier sport en date à Wall Street : l'OPA. Les offres publiques d'achat se succèdent en effet à la Bourse de New York, pour des montants de plus en plus élevés.

La société agro-alimentaire Pillsbury vient d'en être l'enjeu, pour la somme de 5,3 milliards de dollars ; la Kraft Inc., spécialisée dans les tabacs et l'alimentation, vient de coûter la bagatelle de 13,1 milliards de dollars au géant des tabacs et cigarettes Philip Morris. Ce groupe, producteur des cigarettes du même nom, mais aussi des Marlboro et autres Benson & Hedges, a en effet décidé de s'offrir Kraft, spécialisé, lui, dans les fromages fondus, condiments et autres sauces et confitures qui peuplent les rayons des supermarchés américains.

La bourse de Wall Street à New York. (LO)

Mais le record «historique» des OPA appartient sans conteste au cabinet financier KKR (Kohlberg, Kravis, Roberts) qui propose rien de moins que 20,3 milliards de dollars pour racheter la firme de l'industrie alimentaire RJR-Nabisco, heureux producteur des cigarettes Winston ou Camel, des biscuits Ritz et même, en France, des biscuits Belin. Cette somme astronomique équivaut à 125 milliards de francs, plus d'un dixième du budget annuel de l'Etat français. Pour les possesseurs d'actions Nabisco, l'offre est alléchante : le cours de l'action est passé en trois jours de 52 dollars à près de 90 : soit 70% de mieux. Mais aux dernières nouvelles, un nouveau groupe serait en train de surenchérir sur l'OPA de KKR. Un groupe comme KKR, par exemple, n'est qu'une société d'investissements à l'activité fort lucrative, mais dont l'utilité sociale n'est pas évidente, qui consiste à se porter acquéreuse de sociétés ou de groupes financiers pour les revendre ensuite. Souvent, la vente a lieu «par appartements», c'est-à-dire qu'on revend séparément les sociétés du groupe. Ça rapporte, paraît-il, plus que le groupe de sociétés n'a coûté au total. Après quoi, d'autres financiers peuvent jouer à racheter les sociétés en question, ou d'autres, et à les regrouper, dans un ordre différent ou dans le même. Qu'importe après tout, l'important est d'acheter et vendre, et que le cours des actions reste orienté à la hausse.

Evidemment, il faut financer tous ces achats, d'autant plus que les promoteurs de ces OPA «historiques» payent en liquide les actions qu'ils rachètent. Pour cela, ils disposent opportunément de l'appui des banques, grâce au système du «LBO» ou «Leveraged Buy-Out» qu'on pourrait traduire par «effet de levier». En clair, la firme acheteuse fait à la banque un emprunt gagé sur les résultats financiers de la firme achetée, voire sur les profits qu'elle retirera de sa revente, en gros ou «par appartements». Ce qui revient à dire que la banque fait des avances sur les résultats escomptés de la spéculation boursière.

Mais si, au bout de cette course aux OPA et de la frénésie de hausses qu'elle alimente sur le marché des actions, il y avait un nouveau retournement du marché et un krach ? Ce serait évidemment ennuyeux, non seulement pour les «raiders» professionnels, mais aussi pour les banques qui les soutiennent. On se trouverait alors face à des faillites en chaîne.

Le président de la FED, la banque centrale des Etats-Unis, a mis en garde les banques contre des opérations aussi risquées et contre *«les rigueurs que ce genre d'opérations pourrait entraîner pour les créanciers et l'économie»*. Mais ce cours de morale a d'autant moins de chances d'être écouté qu'il ne s'accompagne d'aucune mesure de rétorsion contre les banques en cause ; on ne va tout de même pas empêcher d'honnêtes «raiders» et leurs banquiers de gagner de l'argent en faisant leur job d'achat et vente, en gros ou en détail, de boîtes en tout genre !

Par contre, en cas de faillites en chaîne, il ne fait guère de doute que les banques trouveraient l'appui de la FED, c'est-à-dire de l'Etat américain, qui ne laisserait tout de même pas plonger d'aussi honnêtes citoyens de la métropole du capitalisme. Quitte à faire payer leur renflouement par les impôts ou par l'inflation à la population des Etats-Unis et même, par le biais des manipulations sur le dollar, à celle des autres pays.

Autrement dit, la «reprise» économique d'aujourd'hui, la frénésie boursière qui l'accompagne et les surprofits des financiers de Wall Street, plus spéculatifs que jamais, risquent fort de coûter cher demain à toute la planète.

André FRYS

63% D'ABSTENTIONS POUR LE RÉFÉRENDUM

LES DÉS ÉTAIENT PIPÉS

Les résultats du référendum sur la Nouvelle-Calédonie ont été conformes à ce que ses promoteurs attendaient : un taux d'abstention très élevé. Mais avec 63% d'abstentions, c'est un vrai record qui a été battu.

Aujourd'hui, le fait que le référendum se soit déroulé dans l'indifférence générale est présenté par tous les milieux politiques comme un échec personnel de Rocard. Cela permet du moins de laisser Mitterrand prendre ses distances par rapport à son Premier ministre.

En fait, il s'agit de l'échec de l'opération politicienne que comptait réaliser le gouvernement socialiste à cette occasion. Après avoir réussi à réunir à Matignon, à une même table, le leader caldoche du RPCR, Jacques Lafleur, et le chef du FLNKS, Jean-Marie Tjibaou, et à leur faire signer le même texte, Rocard pensait pouvoir poursuivre, à travers le scrutin, «l'ouverture» à droite recherchée par le gouvernement. La politique entérinée par les accords Matignon était tout à fait acceptable par les partis de droite, comme le montra d'ailleurs dans un premier temps l'approbation qu'ils reçurent de presque toute la droite, y compris Chirac. Seulement, les mois ont passé, Chirac s'est un peu remis de son échec aux présidentielles, et le RPR n'a plus marché. Il a appelé à l'abstention. Dans le cas contraire, les abstentions auraient sans doute été moins nombreuses, mais la droite n'en aurait pas fait un plat, et aurait plus insisté sur les 80% de OUI des votants ! Reste Rocard qui, lui, s'est félicité quand même des résultats, de ces 80% de OUI donnés par les 37% de votants, même si l'approbation lui a été «trop chichement mesurée», selon ses propres mots.

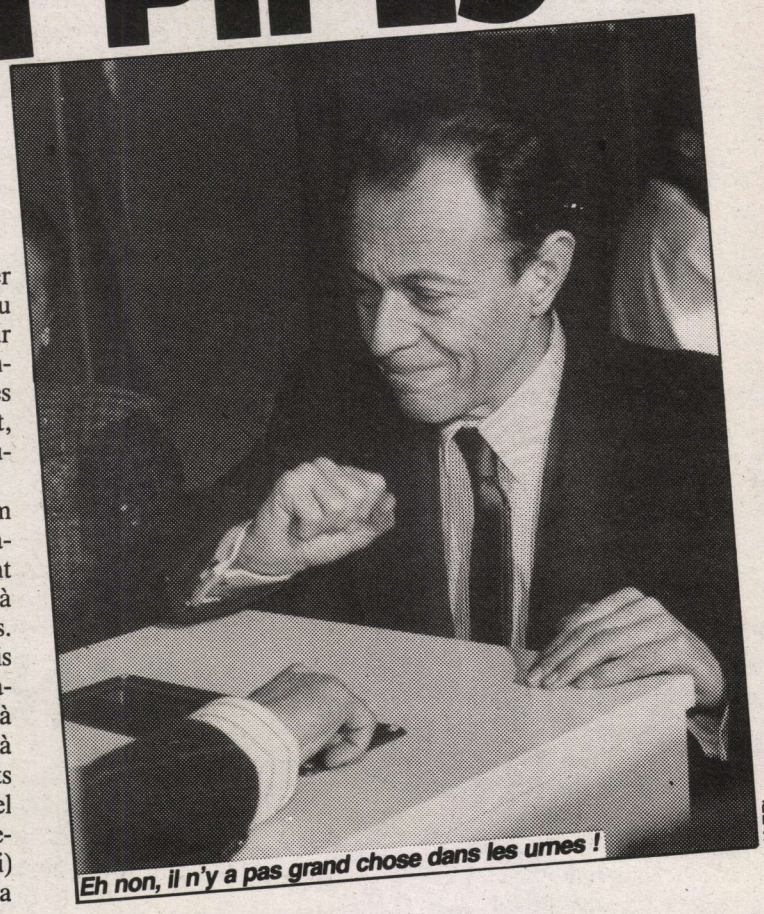
* * *

Les accords, les projets de loi, le référendum, tout n'a été que tromperie vis-à-vis de la population kanake. Les accords ont été conclus derrière le dos du peuple kanak et aussi dans un premier temps, derrière le dos d'une partie des autres dirigeants indépendantistes qui au sein même du FLNKS ont d'abord dénoncé les reculades de Tjibaou, avant néanmoins de se rallier aux accords signés, au nom de l'unité du FLNKS. Et mis à part la tendance très minoritaire du FULK qui a appelé à voter NON, tous les autres ont finalement fait campagne pour le OUI, malgré ce qu'ils pensaient, en cautionnant ainsi Tjibaou aux yeux de toute la population kanake.

Les accords entre Tjibaou et Lafleur, entérinés par le référendum, n'ont qu'un lointain rapport avec la revendication d'indépendance du FLNKS. Lointain au point qu'ils ne prévoient un scrutin d'autodétermination que dans dix ans. Dans l'immédiat, c'est la division de la Nouvelle-Calédonie en trois régions qui va s'appliquer conformément au nouveau statut : une région sud, autour de Nouméa, où sont concentrés les Européens et les richesses ; et d'autre part, deux régions kanakes, pauvres.

Le résultat du référendum n'aura servi qu'à rassurer là-bas tous ceux qui craignaient que les Kanaks continuent à tenir tête aux intérêts français. Des affairistes européens mais aussi japonais, voire australiens, ont d'ores et déjà annoncé leur disposition à reprendre les investissements (touristiques ou dans le nickel dont le cours mondial remonte un peu aujourd'hui) dans l'archipel. Rocard a réussi à calmer les Kanaks en mettant Tjibaou dans sa poche, on peut continuer à s'enrichir, ont-ils dû se dire.

Jacques Lafleur de son côté a annoncé au nom des Caldoches : *«Nous avons d'immenses projets pour faire en dix ans de notre région la vraie vitrine de la France dans le Pacifique de l'an 2000»*. La région sud sera peut-être en effet la vitrine de la France colonialiste, permettant aux affairistes venus de France et d'ailleurs de réaliser un vrai *«paradis économique»* à leur usage. et l'inégalité entre les trois régions découpées en Nouvelle-Calédonie par les accords Matignon continuera de s'accentuer.



Eh non, il n'y a pas grand chose dans les urnes ! (AFP)

* * *

Quant aux Kanaks, la seule perspective que les indépendantistes du FLNKS leur proposent est celle de prendre patience, d'apprendre et se former en attendant l'échéance de 1998. Cela peut satisfaire la poignée d'entre eux qui aspirent et peuvent accéder à des postes de responsabilité aujourd'hui ou dans dix ans. Cela peut faire illusion auprès de ceux qui viendront en France suivre une formation de cadres, de gestionnaires ou de tout autre chose, comme la trentaine de Kanaks actuellement en stage à Besançon. Mais il n'est pas dit que tous les pauvres et les opprimés de Nouvelle-Calédonie partageront ces illusions et cette patience. Et le répit que Tjibaou, Lafleur et le gouvernement viennent d'accorder à l'impérialisme français dans cette région du monde pourrait être de bien plus courte durée qu'ils ne le supposent.

Lucienne PLAIN

LUTTE OUVRIERE
(Union Communiste Internationaliste)

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Adresser toute correspondance à
LUTTE OUVRIÈRE – BP 233 – 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE.

Lutte Ouvrière est éditée par la société Éditions E.A. – B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18. SARL au capital de 20 000 F, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 – Gérant : Michel Rodinson - Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat - Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson - Tirage 19 000 exemplaires - Composition : Point Virgule Photocomposition, Paris - Impression : Roto de Paris, La Plaine St-Denis (Seine St-Denis) - Commission paritaire des publications n° 64 995.

ABONNEMENTS

– à **Lutte Ouvrière** - hebdomadaire :
France : 6 mois : 130 F - 1 an : 250 F - Autres pays, voie ordinaire : 6 mois : 170 F - 1 an : 320 F.
– à **Lutte de Classe** - mensuel trilingue en français, anglais et espagnol édité par L'Union Communiste Internationaliste.
France, 1 an : 80 F.
Autres pays, voie ordinaire, 1 an : 95 F.
Pour envois par avion ou sous pli fermé, tarifs sur demande.

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : .....
PRENOM : .....
ADRESSE : .....
CODE POSTAL ET VILLE : .....
COMPLEMENT D'ADRESSE : .....
Je m'abonne à : LUTTE OUVRIÈRE - LUTTE DE CLASSE, pour une durée de : .....
(rayer la mention inutile).
Ci-joint la somme de : .....
Règlement par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON ou par virement postal à MICHEL RODINSON - CCP 6 851 10 R - PARIS.

lire.

JÉRUSALEM EN DALÉCARLIE *et* JÉRUSALEM EN TERRE SAINTE

de Selma Lagerlöf

C'est la réaction d'une communauté paysanne contre une société en pleine mutation que décrit Selma Lagerlöf dans ces deux courts romans qui racontent l'histoire d'une famille ancienne de paysans suédois, celle des fils d'Ingmar.

Ecrit en 1902, ce roman débute par une série de courtes nouvelles, qui sont autant de tableaux présentant la vie d'un village de Dalécarlie (la province natale de l'auteur) : une soirée chez le maître d'école, des prétendants attablés chez une veuve, la mort d'un patriarche, une assemblée religieuse au temple où éclatent brusquement toutes les divisions, l'épouvante superstitieuse des paysans surpris en pleine forêt par une violente tempête...

Selma Lagerlöf décrit une société de libres paysans qui mènent une vie rude, soumis à une tradition de plusieurs siècles avec leur code de l'honneur, leur mentalité patriarcale. Et malgré leur arriération, c'est avec sympathie qu'elle nous les présente, frustes, naïfs, taciturnes et probes avec leurs usages et leur fierté.

Seulement, même si ce n'est pas évoqué directement dans le roman, le monde bouge en cette fin de 19e siècle, la société suédoise est en pleine mutation. Une crise économique a chassé près d'un million de paysans sur la route de l'Amérique, l'industrie se développe et menace la forêt qui entoure le village, car les plantations de résineux de la Suède centrale fournissent le charbon de bois nécessaire à l'industrie de l'acier en plein essor.

Selma Lagerlöf a puisé son inspiration dans l'histoire réelle d'une de ces communautés de paysans qui, en 1897, a émigré, pour des raisons religieuses, en Palestine. Elle met en scène un émigrant de retour des Etats-Unis où il s'est converti à une nouvelle religion qu'il vient prêcher dans les villages environnants. Autour de lui, une secte prend naissance. Les nouveaux convertis s'organisent en communauté, vendent leurs biens et ceux de leur famille, les liens familiaux se rompent, ceux qui veulent partir se replient entre eux. En filigrane apparaît l'ombre d'une grande compagnie capitaliste intéressée par l'achat des terres mises en vente, pour y implanter une industrie du bois et chasser les paysans restant dans la village.

L'arrivée des nouveaux convertis en Palestine est cruelle. Le pays ressemble bien peu à la Terre promise de leurs rêves. Au lieu des vertes vallées et des vaches grasses, c'est la pierraille, la sécheresse, un soleil de plomb. Et surtout, la colonie doit affronter l'animosité de toutes les autres sectes, chrétiennes ou pas, déjà en place, et qui n'apprécient pas la venue de concurrents. Mais le danger est aussi à l'intérieur de la secte... ces intégristes avant la lettre voulaient bâtir une communauté aux règles monacales, dans laquelle les relations amoureuses seraient prohibées. Mais les lois de la nature sont plus fortes, tout comme celles du marché. Après avoir prôné le bénévolat, le travail salarié finit par s'imposer.

Selma Lagerlöf raconte et ne veut que raconter. Elle n'explique rien. Sa sympathie va incontestablement à ce monde paysan traditionaliste partagé entre routines et chimères. Mais c'est un tableau sobre et cependant inoubliable qu'elle dresse de ce monde en voie de disparition.

Cécile BERNIER

Jérusalem en Dalécarlie *et* Jérusalem en Terre sainte *de Selma Lagerlöf ; Bibliothèque cosmopolite Stock ; 44 et 54 F.*

voir

PELLE LE CONQUÉRANT

du réalisateur danois

Bille August

Pelle a 9 ans lorsqu'il suit son père à la recherche d'un travail, émigré de Suède au Danemark.

Ils voulaient fuir la misère. Leur arrivée dans un port danois, en compagnie de milliers d'autres immigrants, met vite les choses en place : les propriétaires terriens danois viennent choisir leur cargaison à la descente du bateau. Comme pour des esclaves ou des chevaux en foire, ils examinent la dentition des ouvriers et les choisissent en fonction de leur âge. Là, père et fils accumulent les handicaps. Un propriétaire arrivé en retard finit quand même par les embaucher, le père comme vacher, le fils pour garder les vaches. Leur salaire sera misérable et ils seront logés dans un réduit attenant à l'étable.

Le travail est pénible. Il l'est surtout par les humiliations et les coups d'un régisseur sadique et de son jeune adjoint, que le propriétaire et sa femme laissent faire, le premier trop occupé à courir après les jupons, et la deuxième à pleurer et à boire pour oublier son infortune. Une assiette de lait à un chat vaut à Pelle 10 coups de fouet et surtout un désir de vengeance inassouvi...

Cet esprit de révolte est entretenu en particulier par l'un des commis, Erik, qui fait aussi partager à Pelle ses rêves d'évasion vers la lointaine Amérique où ont émigré tant de Suédois en cette fin du 19e siècle. Erik espère en deux ans économiser le prix du voyage pour lui et Pelle. C'est compter sans la hargne du régisseur, qui ne rate aucune occasion pour tenter de briser leur résistance.

Le jeune émigrant ne doit pas seulement résister à la haine de ses contremaîtres. Lorsqu'il va à l'école – il s'y rend quand même – il doit aussi affronter la bêtise de ses camarades danois, qui le rejettent en le traitant de «sale Suédois» et organisent de véritables séances de lynchage. La bêtise raciste et la haine de «l'étranger» est sans frontières, pour inattendue qu'elle soit, vue d'ici. Pelle a pour lui son courage et sa détermination.

On découvre aussi avec Pelle la condition faite aux femmes à l'époque : aussi bien à l'ouvrière jetée en prison après un amour avec un jeune fils de propriétaire, qu'à la femme du propriétaire ou une jeune femme de la famille rejetée parce qu'elle a donné naissance à un bâtard.

On croit voir poindre un espoir lorsqu'à une dernière brimade, l'ensemble des ouvriers agricoles, derrière Erik, se révoltent contre le régisseur. Mais le mouvement de colère avorte et le carcan se referme.

Pelle, face à un univers sans issue, et malgré la perspective de devenir régisseur à son tour et l'attitude résignée de son père, préfère de nouveau l'exil, vers le Nouveau Monde, seul cette fois.

Les images du film, presque trop belles, avec cette lumineuse nature et l'eau partout présente, tranchent avec la noirceur du sujet. Un film dont les deux heures trente passent sans qu'une seule minute ne pèse, avec des interprètes de grand talent, entre autres Max Von Sydow, qui est l'acteur fétiche d'Ingmar Bergman, dans le rôle du père et Pelle Hvenegard dans le rôle de Pelle, qui joue avec un naturel étonnant.

Pour ceux qui aiment lire, ce film est tiré de la grosse saga (en 4 tomes) du romancier danois Martin Andersen Nexo, un ancien ouvrier qui adhéra au communisme en 1922 après un voyage en Union Soviétique. Le roman, autobiographique, date de 1910. On ne voit à l'écran que la première partie du roman, *L'enfance*, qui vient d'ailleurs d'être réédité (Ed. Messidor).

I. G.

Economies mortelles

Bouvet/Gamma

Après l'accident d'Ay :

LE RAIL TOUJOURS MALADE DE L'AUSTÉRITÉ

A la SNCF, les accidents succèdent aux accidents. Le dernier en date, celui d'Ay, a fait neuf morts le 7 novembre : quatre cheminots et cinq employés d'une entreprise privée travaillant pour la SNCF.

Depuis 1985, cela fait 144 travailleurs du rail qui sont morts au travail, et 145 voyageurs.

Malgré les plans, les projets et autres discours que les dirigeants de la SNCF avaient faits après les catastrophes de cet été, l'insécurité règne toujours dans le transport ferré. Un petit changement tout de même : alors qu'auparavant – la plupart du temps sans la moindre enquête préalable – les responsables du chemin de fer s'empressaient de déclarer que *«tous les systèmes de sécurité ont bien fonctionné, la SNCF n'est pas en cause, c'est une erreur humaine»*, cette fois le président de la SNCF a modifié son discours. Jacques Fournier vient en effet de déclarer à propos de l'accident d'Ay : *«Qu'il y ait erreur humaine ne change rien. Notre entreprise est comptable de cette erreur, que ses rouages, ses règlements et son fonctionnement tout entier auraient dû prévenir et parer à temps»*.

Ainsi on en est arrivé après la répétition des accidents (Saint-Pierre-du-Vauvray 8 morts, Flaujac 35 morts, Argenton-sur-Creuse 43 morts durant l'été 1985 ou, plus près de nous, la Gare de Lyon 59 morts, la Gare de l'Est 1 mort) à ce que le vieux discours sur la SNCF «non responsable» soit caduc. Pour tout le monde, il devient évident qu'il y a un grave problème à la SNCF concernant la sécurité ; problème que l'on ne peut expliquer par telle ou telle défaillance technique, voire par telle ou telle erreur humaine.

Mais derrière les paroles qui, elles, peuvent changer, il y a aussi les actes. Et c'est sur les actes qu'il faut d'abord juger. Immédiatement après le drame d'Ay, deux cheminots, le chef du district d'Epernay qui était responsable du chantier de la gare d'Ay et un agent de la circulation ont été placés en garde à vue, qui s'est prolongée de vingt-quatre heures pour le chef de district. Aurait-on d'ores et déjà trouvé un lampiste pour cet énième accident ?

Ce qui est aujourd'hui certain, dans l'accident d'Ay, c'est que la signalisation reliée à l'aiguillage menant sur une voie de garage avait été retirée. Sans cela, le conducteur du train roulant sur la voie principale aurait pu être averti à temps de la mauvaise position de l'aiguillage. De même, un verrou électrique empêchant automatiquement cette position de l'aiguillage dès qu'un train approchait a été retiré – pour économiser quelques minutes d'entretien par an ? Dans tous les cas, la fermeture de la signalisation et le retrait du verrouillage électrique ne peuvent être le fait d'une initiative individuelle d'un quelconque cheminot.

Pour expliquer la série des drames que connaît la SNCF, les grands moyens d'information cherchent des raisons qui seraient propres aux chemins de fer. Le journal *Le Monde* ne manque pas de talent pour dépeindre des *«cheminots endormis par le train-train quotidien et réglementaire, et dépossédés de leurs responsabilités par une hiérarchie pesante,* (et qui) *ne savent pas gérer les situations perturbées»,* ou encore une SNCF divisée par *«le fossé qui sépare les différents métiers»,* qui *«n'arrive pas à s'adapter à son temps»* et dont les présidents n'ont *«pas su parler vite et clair au monde cheminot»* (*Le Monde* du 9 novembre).

Mais, que l'on sache, à Flaujac ou à la Gare de Lyon, les cheminots ne se sont pas *«endormis»*. Ils ont au contraire été débordés de travail, seuls dans une gare ou seuls dans une cabine de conduite, et surtout manquant de moyens matériels pour leur venir en aide ou rattraper une erreur.

Pour sa part, le *Canard Enchaîné* du 2 novembre dévoilait que, dans le cas de la Gare de l'Est, c'est une économie sur des relais électriques défectueux qui aurait été à l'origine de l'accident. A la Gare de Lyon, c'est pour économiser sur le temps de dépannage que le règlement prévoyait la vérification du système de freins uniquement dans la seule cabine du conducteur et non sur toute la rame, après que le signal d'alarme a été tiré. Et il n'y a pas longtemps, c'est une émission d'Antenne 2, «Edition Spéciale», qui relevait ce genre d'économies, sur les temps de révision du matériel ou même sur les tire-fond fixant les voies...

Toutes ces pratiques s'inscrivent en fait dans une politique générale d'austérité qui n'a vraiment rien de spécifique au monde du chemin de fer. Ce qui est spécifique, c'est que là, ça déraille ! 40 000 cheminots de moins en cinq ans, un budget d'investissement et d'entretien qui est passé de 9,5 milliards de francs en 1983 à 7,3 milliards en 1987 (chiffre hors TGV). Voilà ce qui explique les conditions d'insécurité qui sont celles du travail au chemin de fer.

Après les accidents de cet été, la direction de la SNCF avait publié un *Rapport sur l'amélioration de la sécurité et de la circulation*, chiffrant à quatre milliards de francs une série de mesures jugées indispensables dans les quatre ans à venir, en particulier sur la banlieue parisienne. Un détail manquait – et manque toujours : où trouver l'argent ? Le gouvernement avait, lui, répondu par avance lors de la présentation du budget des transports : «*La sécurité de la SNCF dépend de la SNCF et pas de l'Etat*».

Le même rapport prévoyait le renfort de trois cents cheminots pour la sécurité. Mais dans quelques jours, la SNCF va rendre officiel le nombre de postes qu'elle entend supprimer en 1989 : 6500 !

Alors, aussi bien pour les usagers que pour les cheminots, il doit être clair que la SNCF et le gouvernement sont également responsables des accidents. Mais ce qui ajoute encore au scandale, c'est que l'on peut prédire que la série noire risque fort de continuer, tant que la politique d'austérité sera maintenue à la SNCF.

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995